

(N° 10)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 1922.

PROJET DE LOI DE RECRUTEMENT

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet actuel porte à vingt-cinq années la durée des obligations militaires, afin que les effectifs mobilisables, bien que limités, correspondent aux nécessités d'une défense efficace, vigoureuse. A l'armée de campagne proprement dite, armée active et sa réserve, on affectera les quinze classes indispensables pour lui conférer la puissance voulue.

Les dix plus anciennes classes formeront l'armée territoriale, à laquelle sera essentiellement dévolue la mobilisation industrielle du pays; cependant en cas de nécessité elles pourraient être appelées à coopérer aux opérations de l'armée en campagne.

L'armée active et sa réserve comprennent : une première armée constituée, en principe, par les unités actives du pied de paix; une deuxième armée constituée, en principe, par les formations de réserve du pied de paix; une réserve d'alimentation commune aux deux armées; des troupes auxiliaires telles que : troupes d'étapes, troupes auxiliaires du génie, unités de parc, unités de cantonniers, etc.

Bien que le milicien ne soit normalement appelé au service que dans sa vingtième année, le projet groupe les jeunes gens, dès qu'ils atteignent l'âge de 17 ans, dans une réserve de recrutement, mais sans cependant que leur soit attribuée la qualité de militaire.

Cette mesure est destinée à faciliter en cas de mobilisation, l'appel anticipatif des classes qu'il sera opportun d'instruire sans retard.

Le projet proclame le service obligatoire pour tous, sauf pour inaptitude physique.

Non seulement le principe du service obligatoire pour tous est égalitaire mais il est intimement lié à l'existence même de l'armée.

Nous avons démontré que l'organisation du pied de paix doit permettre le passage immédiat au pied de guerre dans de bonnes conditions; cette organisation de paix n'est viable, eu égard au court temps de service actif, qu'à condition que tout le contingent reconnu apte aux services armés et aux services auxiliaires soit appelé sous les armes. Néanmoins, de graves considérations d'ordre social ont amené le Gouvernement à proposer des dispositions spéciales en faveur des familles nombreuses et des soutiens de famille.

D'une part, le projet prévoit l'octroi d'un sursis illimité au premier des appelés d'une famille comptant six enfants au moins qui en fait la demande, pour autant, toutefois, que les ressources de la dite famille n'excèdent pas un quantum déterminé en prenant pour base la loi d'impôt sur le revenu.

D'autre part, après avoir épuisé la série des cinq sursis ordinaires, dont il est question ci-après, le milicien qui est le soutien indispensable de ses parents pourra obtenir cinq nouveaux sursis, après quoi, il sera dispensé des obligations de service actif, et ne pourra être mobilisé qu'en cas de guerre. Ici, aussi, la loi fiscale a permis de déterminer le critérium de la non-aisance qui, en l'espèce, sera donc établie mathématiquement.

Mais ce sont là les seules exceptions acceptables, toute autre réduction du contingent affaiblirait l'effectif des unités élémentaires au point qu'il serait en-dessous des nécessités strictement compatibles avec une bonne instruction.

Les durées du temps de service ont été réduites aux stricts minima compatibles avec l'instruction individuelle et avec l'instruction collective; encore ces durées ne sont-elles admissibles qu'à condition que l'homme ait reçu au préalable, une solide éducation physique et une certaine instruction militaire prééminente, que les moyens matériels permettant l'instruction intensive soient mis à la disposition de l'armée et que celle-ci possède des cadres nombreux permanents et instruits.

Afin que les illettrés et ceux qui ne satisfont pas à l'examen d'aptitude physique ne constituent pas une cause de retard pour l'instruction des autres miliciens de la même classe, ils seront appelés anticipativement sous les armes.

Il est prévu aussi un supplément d'obligations pour les candidats officiers de réserve de certains armes et services; dix mois sont absolument insuffisants pour préparer un candidat officier à son importante mission du temps de guerre.

C'est là un supplément de charges équitable à supporter par ceux qui ont pu faire des études les préparant à recevoir rapidement l'instruction d'officier de réserve.

Rappels.

Les rappels ont pour but de reprendre périodiquement les hommes en main et de les confirmer ainsi dans l'instruction militaire qu'ils ont reçue au cours de leur terme de service actif, ils doivent être d'autant plus nombreux et plus longs que le temps de service actif est plus court. Les rappels ont encore l'avantage de permettre aux cadres de manœuvrer avec des effectifs se rapprochant des effectifs de guerre. Les rappels ont lieu, en principe, pendant les périodes de camp et de manœuvre.

Comme la durée des obligations militaires a été étendue, les rappels doivent s'échelonner sur un plus grand nombre d'années.

Il est prévu un premier rappel d'un mois pendant que l'homme appartient à la première armée; il a lieu dans les unités actives.

Au fur et à mesure que le soldat s'éloigne de l'accomplissement de son terme de service actif, les rappels doivent s'intensifier, car à la mobilisation, il aura les mêmes charges à supporter.

Ceci explique que les rappels de la deuxième armée sont plus longs que ceux de la première armée, ainsi qu'il est dit ci-après.

Trois rappels de six jours et un rappel d'un mois, à raison d'un rappel par année sont prévus pendant que l'homme appartient à la deuxième armée.

Les rappels de six jours ont lieu au siège du dépôt ou dans une garnison voisine; ils se font par compagnie ou batterie et ont pour but de reprendre périodiquement la troupe en main et de la confirmer dans l'instruction élémentaire individuelle du groupe de combat, de la pièce, du peloton (section) et de la compagnie (batterie) et aussi de renforcer sa cohésion et de connaître, en partie du moins, les Chefs sous les ordres desquels elle servira en temps de guerre.

Les rappels d'un mois ont lieu au camp; à ce moment, toute la division de réserve est constituée avec ses effectifs de guerre, au complet de ses cadres.

Les rappels permettent ainsi de donner périodiquement aux unités de réserve une existence réelle; ils constituent également d'excellents exercices de mobilisation.

Les hommes reconnus aptes seulement aux services auxiliaires sont soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne les rappels; ceux-ci sont nécessaires pour pallier à la pénurie d'effectifs qui existera dans les corps d'infanterie pendant deux mois de l'année et dans des régions entières pendant que les troupes en garnison dans ces régions se trouveront au camp.

Pendant ce temps il est indispensable que les services généraux continuent à être assurés; les auxiliaires rappelés en seront chargés.

Régime d'incorporation.

La réduction de la durée du service actif rend difficile la solution du problème de la constitution d'un noyau permanent de troupes instruites en temps de paix parce que le chevauchement des classes est impossible à réaliser.

Il pourrait y être remédié partiellement par le double incorporation annuelle, chaque incorporation s'appliquant à un demi-contingent; pour l'infanterie astreinte à dix mois de service actif ces incorporations devraient se succéder à six mois d'intervalle.

La double incorporation entraîne cependant une série d'inconvénients :

a) Elle n'est guère compatible qu'avec une formation binaire : deux bataillons actifs dans le régiment, deux batteries actives dans le groupe d'obusiers du régiment d'artillerie de D. I. ; comme nos formations sont généralement ternaires les troisièmes unités doivent être constituées en unités cadres.

b) Elle ne permet pas, sans rappel de classes, l'instruction des unités supérieures au bataillon d'infanterie ou du génie, au groupe de cavalerie ou d'artillerie de 7,5 centimètres ou lourde, à la batterie d'obusiers légers des régiments d'artillerie de D. I.

c) Les périodes de camp qui constituent le couronnement de l'instruction, ne peuvent avoir qu'un rendement incomplet et insuffisant parce que les deux demi-contingents s'y trouvent à un degré d'instruction trop différent; le deuxième demi-contingent n'a que deux mois de service lors du départ pour le camp.

d) Les périodes pendant lesquelles les divisions peuvent être envoyées au camp sont trop restreintes.

Aussi les incorporations des corps stationnés en Belgique ont lieu à une même date pour toutes les recrues d'un même corps; ces dates sont échelonnées d'un corps à l'autre. Ce régime a l'avantage de présenter plus d'homogénéité pour l'instruction de la troupe et des cadres à tous les degrés; le couronnement de l'instruction est constitué par une période de camp de 2 mois environ à la fin de la période de service actif pour l'infanterie.

Il y a lieu d'appliquer au corps d'occupation un régime d'incorporation différent de celui des corps stationnés en Belgique.

Le corps d'occupation doit posséder, en effet, sans interruption, un certain effectif instruit pour exercer la police, pour réprimer les troubles ou pour constituer la couverture immédiate en cas d'agression; ces troupes incorporent par demi-contingent à intervalle de 6 mois.

La double incorporation a été appliquée également dans certaines proportions déterminées aux troupes d'armée qui doivent pouvoir intervenir immédiatement ou détacher des troupes à l'armée d'occupation et qui doivent avoir par conséquent toujours un certain effectif instruit présent sous les drapeaux.

Recrutement régional.

Le présent projet diffère également des précédents parce qu'il instaure un recrutement régional spécial.

Chaque grande unité se recrute dans un ensemble de communes, toujours les mêmes, formant des groupements régionaux de recrutement déterminés de manière que l'ensemble des miliciens affectés à chacune de ces grandes unités comprennent un nombre convenable d'éléments flamands et d'éléments wallons, comme aussi d'éléments provenant des régions agricoles et industrielles, afin de conserver à tous les éléments dont l'armée se compose, leur caractère national.

Autant que possible, les groupements sont proches des garnisons; dans tous les cas ils sont déterminés de manière qu'ils aient, autant que possible, des communications ferroviaires convenables avec les garnisons et les dépôts qui les desservent.

Les troupes d'armée se recrutent sur l'ensemble du territoire; il en est de même des troupes composant l'armée d'occupation.

Devancement et sursis d'appel.

Tout en imposant aux citoyens les obligations nécessaires pour assurer la défense du pays, le projet concilie cependant, dans la mesure jugée réalisable, les intérêts particuliers avec l'intérêt général en cause.

Indépendamment du régime spécial applicable au premier appelé des familles nombreuses et aux pourvoyants dont il a été question ci-avant, la faculté est donc accordée aux jeunes gens en général, d'accomplir leur service actif à une époque choisie entre les âges extrêmes de 18 et 25 ans soit, par devancement d'appel soit par le moyen de sursis.

Le devancement d'appel s'accorde sur simple demande et sans l'intervention des juridictions de milice; il en est de même des cinq premiers sursis, si le nombre de demandes n'atteint pas un pourcentage qui ne pourrait être dépassé sans compromettre la stabilité des effectifs du pied de paix.

Les dispositions proposées confèrent à la loi une souplesse telle qu'elle répondra à toutes les nécessités véritables. Du fait même les motifs d'exemption prévus par les législations antérieures deviennent forcément caducs.

Les hommes reconnus physiquement inaptes au service militaire obtiendront, suivant les cas, l'exemption définitive, un ajournement renouvelable ou leur affectation au service auxiliaire.

Il est à remarquer, en effet, que les services absorbent des effectifs importants. L'on doit s'interdire d'alimenter ceux-ci par des prélèvements sur les troupes combattantes, car, outre qu'on affaiblirait ces dernières, on s'exposerait aux protestations justifiées de l'opinion publique.

Juridictions de milice.

Dans un but d'économie, la procédure est considérablement simplifiée, et l'on peut prévoir que le nombre de juridictions de milice s'en trouvera singulièrement réduit.

Ces juridictions sont :

1° Les conseils de milice appelés à statuer sur les demandes de sursis, dans les conditions énoncées dans la loi, ainsi que sur les demandes d'exemption et de réduction de service introduites par application des dispositions transitoires.

Le nombre de ces collèges ne dépassera pas vraisemblablement un par province (au lieu de 34 actuellement);

2° Un conseil de milice supérieur en degré d'appel;

3° Neuf conseils de revision qui auront à connaître des appels interjetés par les miliciens au sujet de leur aptitude physique au service.

Bureaux de recrutement.

Depuis le moment de leur inscription dans la réserve de recrutement jusqu'à celui de leur libération définitive, soit en principe pendant vingt-huit années, les

hommes doivent nécessairement être soumis au contrôle de l'autorité militaire. Ce contrôle devant désormais s'exercer sur des effectifs considérables, il est indispensable d'en confier le soin à des organismes nouveaux. Ce sont les *bureaux de recrutement* dont le ressort territorial comprendra un certain nombre de districts de gendarmerie,

Pour assurer le fonctionnement régulier, leur nombre et leur répartition sur le territoire seront fixés de façon que chaque bureau ait à examiner et à administrer à peu près le même nombre d'hommes. Les bureaux de recrutement seront les intermédiaires naturellement qualifiés pour tout ce qui touche au recrutement, entre les autorités civiles et la population d'une part, l'autorité militaire d'autre part.

Les miliciens qui n'ont pas obtenu de sursis seront convoqués par les soins des administrations communales devant les bureaux de recrutement. Ils y seront visités par deux médecins militaires qui statueront au sujet de l'aptitude au service,

Le commandant du bureau de recrutement sera chargé de répartir les miliciens entre les armées et services. Pour ce faire, il devra tenir compte, non seulement des aptitudes physiques, mais surtout des aptitudes professionnelles ou intellectuelles de chacun.

Munie de ces renseignements précis, l'autorité militaire pourra affecter chaque milicien à l'arme, au corps ou au service pour lequel il apparaît spécialement convenir.

Volontariat.

Le projet attache, ensuite, une importance capitale au recrutement des engagés et des rengagés volontaires, car les nécessités de l'instruction en temps de paix, aussi bien que celle du champ de bataille exigent plus que jamais la constitution d'un cadre subalterne expérimenté, instruit, nombreux, de la solidité duquel la valeur combative d'une troupe est directement fonction.

L'instruction de la troupe qui est continue pendant toute la période de service actif, doit naturellement être assurée par des gradés instruits qui ne peuvent provenir des miliciens, car le service à court terme permet à peine, en prenant des mesures spéciales, de former des candidats gradés subalternes de réserve.

Le cadre instructeur doit être constitué par des éléments permanents, donc par des volontaires.

Il y a des artisans dont la permanence est indispensable et qui doivent par conséquent être des volontaires ou des rengagés ; tels sont : les maréchaux ferrants, tailleurs, ajusteurs, musiciens, ouvriers des ateliers, etc.

Les artisans salariés ainsi que les musiciens formeront une catégorie distincte de celle des volontaires et rengagés purs.

Certains corps exigent la présence d'éléments non gradés ou dont le grade est inhérent à la fonction, mais dont la permanence est nécessaire, parce que le court temps de service ne permet pas de parfaire l'instruction complète de ces éléments. Ce sont l'aéronautique, le corps des chars de combat, les troupes de

transmission. le corps des torpilleurs et marins; on peut estimer à environ $\frac{1}{4}$ pour les trois premiers corps et aux $\frac{5}{6}$ pour le troisième, le nombre désirable de ces permanents.

L'ensemble de ces considérations font estimer à 25,000 le nombre de volontaires et rengagés nécessaires, car il faut tenir compte d'un déchet provenant des volontaires qui ne possèdent pas les connaissances intellectuelles et professionnelles pour devenir gradés, artisans ou spécialistes, il est à noter que, sauf les quelques soldats mentionnés ci-dessus, il n'y aura pas de *soldats* volontaires dans les corps de troupe actifs, il en est prévu un petit nombre pour les unités de réserve.

Rengagements.

Toute l'attention doit se porter, en outre, sur les moyens propres à favoriser les rengagements. Car c'est parmi les rengagés principalement qu'on trouvera les instructeurs réellement compétents, à qui doit incomber la lourde tâche d'enseigner en un minimum de temps, le métier militaire devenu si complexe, aux milliers de jeunes gens que les appels annuels réunissent sous les drapeaux. Des rengagements à court terme ont été introduits. Rien de ce qui peut être fait pour améliorer la situation des rengagés ne doit donc être négligé.

Des mesures importantes ont déjà été prises dans ce but. Comme ses devancières, la loi nouvelle prévoit que des avantages complémentaires pourront leur être accordés par arrêté royal.

Les principes fondamentaux du projet de loi de recrutement élaboré par le Gouvernement, son mécanisme et son économie semblent ressortir à suffisance des considérations qui précèdent. Il n'est donc point nécessaire de s'appesantir sur les autres dispositions d'ordre général ou particulier qu'il contient, ni sur les pénalités qu'il prévoit.

Les unes et les autres sont conformes aux principes établis par les législations antérieures ou se justifient par elles-mêmes.

Dispositions transitoires.

Un dernier chapitre édicte les dispositions transitoires qu'il a fallu prévoir pour passer du régime ancien au nouvel ordre de choses. Le législateur a accordé l'exemption du service aux miliciens dont le père ou deux frères ont été tués par l'ennemi ou licenciés comme invalides de guerre; il a accordé de même une réduction du terme de service actif aux jeunes gens emprisonnés pour avoir tenté de franchir la frontière en vue de rejoindre l'armée, ou qui ont appartenu à un service de renseignements fonctionnant en Belgique occupée, pour l'une des armées alliées.

Il a paru équitable de maintenir aux miliciens des classes nouvelles le bénéfice de ces dispositions, tout en le limitant à ceux qui peuvent raisonnablement et en bonne justice y prétendre.

De même sont maintenues les dispositions favorables de la loi du 10 août 1920, relatives aux insoumis d'avant-guerre (réfractaires, défaillants, retardataires), qui ont fait leur devoir pendant la campagne.

Il est proposé d'appliquer le régime nouveau à partir de la classe de 1909, plus ancienne classe qui est encore soumise actuellement à des obligations de milice.

La rétroactivité n'a pas été appliquée à des classes plus anciennes pour ne pas imposer à ces classes de nouvelles charges militaires et parce que le rendement de la loi n'en sera guère influencé, l'effectif de ces classes étant très réduit.

L'importance et le nombre des principes nouveaux introduits dans le projet de loi de recrutement ne permettraient pas d'envisager une simple revision des textes en vigueur. Ceux-ci, du reste, à force d'avoir subi des modifications successives, souffraient déjà d'un manque d'harmonie et de clarté. A vouloir les réviser une fois de plus, on n'eût fait qu'aggraver ce sensible défaut.

D'ailleurs, comme on a pu constater, un esprit nouveau, tout différent de celui dont les lois antérieures furent imprégnées, doit pénétrer et vivifier la loi nouvelle.

Or, on ne pouvait affirmer la nécessité du devoir militaire, obligatoire et égal pour tous, sans préalablement s'affranchir des textes anciens, qui se rapportent à une organisation de la défense nationale qui n'est plus conforme aux volontés actuelles du pays.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

PAUL BERRYER.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALBERT DEVÈZE.

(N° 10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTING VAN 16 NOVEMBER 1922.

ONTWERP VAN WET OP DE WERVING

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Bij dit ontwerp wordt de duur der militaire verplichtingen op 25 jaar gesteld, opdat de mobiliseerbare getalsterkten, alhoewel beperkt, zouden beantwoorden aan de vereischten eener doeltreffende, krachtige verdediging. Voor het eigenlijke veldleger, werkdadig leger en zijne reserve, worden de 15 klassen aangewezen, die het volstrekt moet hebben, om sterk genoeg te zijn.

De tien oudste klassen zullen het territoriaal leger uitmaken, waaraan hoofdzakelijk de nijverheidsmobilisatie van het land te beurt valt; zij zouden echter, desnoods kunnen geroepen worden om aan de verrichtingen van het veldleger deel te nemen.

Het werkdadig leger en zijne reserve bestaan uit : een eerste leger, in beginsel bestaande uit de werkdadige eenheden van vrede-tijd; een tweede leger, in beginsel, samengesteld uit de reserve-formaties van vrede-tijd; een gemeenschappelijke aanvullingsreserve voor de twee legers; hulp-troepen zooals etappen-troepen, hulp-troepen der Genie, parkeenheden, baanwachterseenheden, enz.

Alhoewel de miliciens, gewoonlijk, maar in zijn twintigste jaar opgeroepen wordt, worden de jongelingen, zoodra zij 17 jaar oud zijn, volgens het ontwerp, bij eene wervingsreserve ingedeeld, zonder dat hun, echter, de hoedanigheid van militair toegekend wordt.

Deze maatregel werd getroffen om de vervroegde oproeping te vergemakkelijken van de klassen, die in geval van mobilisatie, zonder uitstel zouden moeten geoefend worden.

Het ontwerp huldigt den dienstplicht voor allen, behalve in geval van lichamelijke ongeschiktheid.

Het beginsel van den algemeenen dienstplicht is niet alleen een beginsel van gelijkheid, maar het bestaan zelf van het leger houdt er innig verband mede.

Wij hebben bewezen dat er door de inrichting van vrede-tijd onmiddellijk en zonder moeilijkheden tot den oorlogsvoet moet kunnen overgegaan worden; uit aanmerking van den korten werkelijken diensttijd, kan die vredesinrichting niet leven dan op voorwaarde dat heel het tot de gewapende diensten en tot de hulp-diensten geschikt bevonden contingent onder de wapens geroepen worde. Belangrijke beschouwingen van maatschappelijken aard hebben de Regeering er nochtans toe geleid, bijzondere beschikkingen ten gunste der talrijke huisgezinnen en der kostwinners voor te stellen.

Eenerzijds, voorziet het ontwerp dat er een onbeperkt uitstel verleend wordt aan den eersten der opgeroepen van een gezin, met ten minste zes kinderen, dat zulks aanvraagt, voor zooveel, echter, dat de inkomsten van dit gezin geen bepaald quantum overtreffen, berekend op grondslag van de wet der belasting op het inkomen.

Anderzijds, kan de milicien, die de onmisbare steun zijner ouders is, en nadat hij de reeks der vijf uitstellen, waarvan hierboven sprake, heeft genoten, nog vijf nieuwe uitstellen bekomen, waarna hij van de werkelijke dienstverplichtingen vrij blijft, en maar in geval van oorlog kan gemobiliseerd worden. Hier ook kan het criterium van de onbemiddeldheid, volgens de belastingswet bepaald worden; die onbemiddeldheid zal dus wiskundig blijken.

Maar dit zijn de eenige aannemelijke uitzonderingen; elke andere besnoeiing van het contingent zou de getalsterkte der elementaire eenheden zóó verzwakken, dat het beneden de behoeften, streng vereenigbaar met eene degelijke opleiding zou blijven.

De diensttermijnen werden ingekrompen tot het uiterst noodzakelijke voor de individueele en voor de gemeenschappelijke opleiding, maar toch zijn die diensttermijnen maar aannemelijk op voorwaarde dat de man eerst een degelijke lichamelijke opleiding en een zekere militaire voorgeoefendheid heeft ontvangen, dat het materieel, waarmee de opleiding krachtadig kan doorgedreven worden, ter beschikking van het leger gesteld worde, en dat dit laatste talrijke bestendige en geoefende kaders bezit.

Opdat de opgeletterden en zij, die aan het examen over lichamelijke geschiktheid niet voldoen, geene aanleiding tot vertraging in de opleiding der overige miliciens van dezelfde klasse zouden geven, zullen zij vroeger onder de wapens geroepen worden.

Er worden ook bijkomende verplichtingen voorzien voor de candidaat-reserve-officieren van zekere wapens en diensten; om een candidaat-officier op te leiden tot zijn gewichtige opdracht van oorlogstijd, zijn 10 maanden volstrekt onvoldoende.

Dat is een bijkomende last, met recht te dragen door hen die studiën hebben kunnen doen waardoor zij tot de spoedige opleiding tot reserve-officier voorbereid zijn.

Wederoproepingen.

De wederoproepingen hebben ten doel de mannen van tijd tot tijd terug onder handen te nemen en hen aldus te versterken in de militaire opleiding, die zij

onder hunnen werkelijken dienst hebben genoten : die wederoproepingën moeten des te talrijker en te langer zijn, dat de werkelijke dienstdiJD korter is. De wederoproepingën hebben nog het voordeel de kaders in staat te stellen te manoeuvreeren met getalsterkten, die deze van oorlogstijd nabij komen. In beginsel, vinden de wederoproepingën plaats gedurende de kamp- en manoeuvreperiodes.

Vermits de duur der militaire verplichtingen verlengd werd, moeten de wederoproepingën over meer jaren verdeeld worden.

Er wordt een eerste wederoproeping van ééne maand voorzien, terwijl de man tot het leger behoort; zij wordt bij de werkdadige eenheden volbracht.

Hoe langer de soldaat zijn werkelijken dienstdiJD achter den rug heeft, hoe intensiever de wederoproepingën moeten zijn, want bij de mobilisatie zal hij denzelfden last te dragen hebben.

Zoo begrijpt men waarom de wederoproepingën voor het tweede leger langer zijn dan die voor het eerste leger, zooals het hieronder gezegd wordt.

Er worden drie oproepingën van zes dagen en ééne wederoproeping van ééne maand, tegen ééne wederoproeping per jaar, voorzien wanneer de man tot het tweede leger behoort.

De wederoproepingën van zes dagen worden ten zetel van het depot of in een naburig garnizoen volbracht; zij geschieden per compagnie of batterij, en hebben ten doel den troep van tijd tot tijd weer onder handen te nemen, en hem te versterken in de individueele elementaire opleiding over de strijdgroep, het stuk, het peloton (sectie) en de compagnie (batterij en ook zijne saamenhoorigheid te versterken en, althans gedeeltelijk, de oversten te kennen onder wier bevel hij in oorlogstijd zal staan.

Door de wederoproepingën kan er dus aan de reserve-eenheden op geregelde tijdstippen een wezenlijk bestaan verstrekt worden, en het zijn tevens voortreffelijke mobilisatie-oefeningen.

De alleen voor de hulpdiensten geschikt bevonden mannen zijn aan dezelfde verplichtingen onderworpen, wat de wederoproepingën betreft; deze laatste zijn noodzakelijk om het gebrek aan manschappen te verhelpen waarin de infanterie-korpsen ieder jaar, twee maanden lang zullen verkeerē, en in heele gewesten, terwijl de troepen uit de garnizoenen van die gewesten in 't kamp vertoeven.

Gedurende dien tijd is het volstrekt noodzakelijk de algemeene diensten te blijven verzekeren; daarmede zullen de wederopgeroepen hulptroepen belast worden.

Inlijvingsstelsel.

Door de inkorting van den werkelijken dienstdiJD, is het moeilijk eene oplossing te vinden voor het vraagstuk betreffende het saamenstellen van eene bestendige kern geoefende troepen in vreedstijd, omdat het onmogelijk is de klassen te doen incenschuiven.

Dit zou gedeeltelijk kunnen verholpen worden door de jaarlijksche dubbele inlijving, iedere inlijving over een half contingent toegepast zijnde; voor de

infanterie die 10 maanden werkelijken dienst moet doen, zouden die inlijvingen om de zes maanden moeten geschieden.

De dubbele inlijving leidt echter tot allerlei nadeelen :

a) Zij is bijna niet vereenigbaar dan met eene tweeledige indeeling : twee werkdadige bataljons in het regiment, twee werkdadige batterijen in de groep houwitsers van het regiment artillerie der D. I. ; daar onze formaties doorgaans drieledig zijn, moeten de derde eenheden tot kader-eenheden gevormd worden.

b) Zonder klassen binnen te roepen, belet de dubbele inlijving de opleiding der grootere eenheden dan het infanterie- of genie-bataljon, de cavalerie- of artillerie groep van 7c5, of de groep zware artillerie, de batterij lichte houwitsers van de regimenten artillerie der D. I.

c) De kampperioden die de opleiding bekronen, kunnen niet al opleveren wat behoort, omdat de twee halve contingenten daar vertoeven met te sterk verschillende opleidingsgraad; het tweede half contingent heeft maar twee maanden dienst wanneer het naar het kamp gaat.

d) De perioden gedurende dewelke de divisies naar het kamp kunnen gezonden worden, zijn te kort.

Ook geschieden de inlijvingen der in België gevestigde korpsen op denzelfden datum voor al de recruten van éézelfde korps : deze datums verschillen van korps tot korps. Dit stelsel leidt tot het voordeel van meer éénvormigheid in de opleiding van den troep en van de kaders in al de graden; het opleidingscriterium bestaat uit : eene kampperiode van ongeveer twee maanden op het einde van den werkelijken diensttermijn voor de infanterie.

Op het bezettingskorps dient een ander inlijvingsstelsel toegepast dan dat der in België gevestigde troepen.

Het bezettingskorps moet, inderdaad, zonder onderbreking, eene zekere geoeffende getalsterkte hebben voor den ordedienst, om de onlusten te onderdrukken of voor de onmiddellijke dekking in geval van aanval; deze troepen lijven in om de zes maanden, per half contingent.

De dubbele inlijving werd ook in zeker bepaalde mate toegepast op de leger-troepen die dadelijk moeten kunnen optreden of troepen naar het bezettingsleger afzenden, en die dus steeds een zekere geoeffende getalsterkte onder de wapens moeten hebben.

Gewestelijke indeeling.

Onderhavig ontwerp verschilt ook van de voorgaande doordat het een bijzondere gewestelijke indeeling invoert.

Iedere groote eenheid wordt aangeworven in eene groep gemeenten, altijd dezelfde, die bepaalde gewestelijke wervingsgroepeeringsvormen, zoodat het geheel van al de voor die groote eenheden aangewezen miliciens bestaat uit een behoorlijk aantal Vlaamsche en Waalsche elementen, evenals elementen uit de landbouw- en nijverheidsgewesten, om aan al de elementen, waaruit het leger is samengesteld, hun nationaal karakter te behouden.

De groepeeringsen zullen zóó dicht mogelijk bij de garnizoenen zijn; zij worden, in ieder geval, zóó samengesteld dat het spoorverkeer van uit die groepeeringsen met de garnizoenen en depots die er toe hooren, zoo behoorlijk mogelijk weze.

De legertroepen worden over gansch het grondgebied aangeworven; hetzelfde geldt voor de troepen voor het bezettingsleger.

Vervroegde oproeping en uitstel.

Terwijl het de burgers de noodzakelijke verplichtingen voor 's lands verdediging oplegt, dient het ontwerp, nochtans, in de mogelijk geachte mate, de bijzondere belangen en tevens het betrokken algemeen belang.

Buiten het bijzonder stelsel, toepasselijk op den eerst opgeroepen zoon van talrijke huisgezinnen, en op de hoogerbedoelde kostwinners, hebben dus de jongelingen doorgaans het recht hunnen werkelijken dienst te doen tusschen hun 18 en 25 jaar, naar believen, hetzij vóór hunnen tijd, hetzij bij uitstel.

De vervroegde oproeping wordt eenvoudig op aanvraag toegestaan, en zonder tusschenkomst van de militie-rechtsmachten; zulks geldt ook voor de vijf eerste uitstellen, indien het aantal aanvragen geen honderd bereikt, waarboven men niet zou kunnen gaan zonder het vast hoogtepeil der getalsterkte op vredesvoet in gevaar te brengen.

De voorgestelde beschikkingen maken de wet zóó lenig, dat zij aan alle ware behoeften zal beantwoorden. Daardoor zelf vervallen de door de vroegere wetgevingen voorziene redenen tot vrijstelling.

De tot den militairen dienst lichamelijk ongeschikt bevonden mannen kunnen, volgens de gevallen, voorgoed vrijgesteld worden, een vernieuwbaar uitstel bekomen of voor den hulpdienst aangewezen worden.

Er dient, inderdaad, opgemerkt, dat de diensten veel volk vereischen. Men mag die diensten niet laten waarnemen door mannen uit de strijdendet roepen, want, buiten dat men deze laatste zou verzwakken, zou men zich blootstellen aan gerechtvaardigde krachten vanwege de openbare meening.

Militierechtsmachten.

Om bezuinigingsredenen wordt de rechtspleging sterk vereenvoudigd, en men kan voorzien dat er veel minder militierechtsmachten zullen zijn.

Deze rechtsmachten zijn :

1^o De militieraden, die uitspraak moeten doen over de aanvragen om uitstel, in de door de wet bepaalde gevallen, evenals over de aanvragen om vrijstelling en om verkorting van dienst, ingediend bij toepassing der overgangsbepalingen.

Het aantal dezer colleges zal waarschijnlijk niet stijgen boven één per provincie (tegen thans 34);

2^o Een hogere militieraad, als beroepsraad;

3^o Negen herzieningsraden die het beroep ontvangen aangeteekend door de miliciens met betrek tot hunne lichamelijke geschiktheid voor den dienst.

Wervingsbureelen.

Vanaf hunne inschrijving, bij de wervingsreserve, tot het oogenblik waarop zij voorgoed ontslagen worden, dus in beginsel acht en twintig jaar lang, moeten de mannen noodzakelijkerwijze onder toezicht staan der militaire overheid. Nu dit toezicht voortaan aanzienlijke getalsterkten zal betreffen, moet het natuurlijk aan nieuwe organismen toevertrouwd worden. Dit zijn de *wervingsbureelen*, waarvan het territoriaal gebied een zeker aantal gendarmeriedistricten zal omvangen.

Om eene regelmatige werking te verzekeren, moeten aantal en verdeeling over het grondgebied, zóó bepaald worden dat ieder bureel omtrent even veel mannen moet onderzoeken en beheeren. Voor al wat de werving betreft zullen de wervingsbureelen natuurlijk bevogd zijn als bemiddelaar tusschen de burgerlijke overheden en de bevolking eenerzijds, en de militaire overheid anderzijds.

De miliciens die geen uitstel hebben bekomen, zullen door de gemeentebesturen opgeroepen worden om vóór de wervingsbureelen te verschijnen. Daar zullen zij onderzocht worden door twee militaire geneesheeren, die over de geschiktheid tot den dienst zullen beslissen.

De Commandant van het wervingsbureel zal gelast zijn de miliciens in te deelen over de wapens en diensten. Hiertoe zal hij moeten rekening houden, niet alleen met de lichamelijke geschiktheid, maar vooral met eenieders beroeps- of verstandelijke geschiktheden.

Eens in 't bezit van die nauwkeurige inlichtingen, kan de militaire overheid iederen milicien aanwijzen voor het wapen, korps of dienst, waartoe hij bijzonder geschikt schijnt.

Vrijwillige dienst.

Vervolgens hecht het ontwerp het hoogste belang aan de werving van vrijwilligers en vrijwillige opnieuwdienenden, want meer dan ooit vergen de vereischen der opleiding in vreedstijd, evenals de oorlogsopleiding, de samenstelling van een groot, groefend, ervaren lager kader van wiens betrouwbaarheid de strijdwaarde van eenen troep rechtstreeks afhangt.

De troepenopleiding die heel den werkelijken dienstitjd door voortduurt, moet natuurlijk verstrekt worden door geoefende gegradeerden, die niet uit de gelederen der miliciens kunnen komen, want de korte dienstitjd is pas toereikend, mits bijzondere maatregelen te treffen, om lagere reserve-gegradeerden te vormen.

Het opleidingskader moet uit bestendige elementen, dus uit vrijwilligers bestaan.

Er zijn ambachtslieden die volstrekt vast en bijgevolg vrijwilligers of opnieuwdienenden moeten zijn, waaronder : de hoefsmeden, kleermakers, paswerkers, muzikanten, werklieden voor de werkhuizen, enz.

De loontrekkende ambachtslieden, evenals de muzikanten, zullen eene andere categorie uitmaken dan die der eigenlijke vrijwilligers en opnieuwdienenden.

Sommige korpsen behoeven niet-gegradeerde elementen of elementen met eenen graad naar verhouding met hunnen dienst, doch die er bestendig moeten blijven, omdat de korte dienstdtijd ontoereikend is om die elementen volslagen op te leiden. Het zijn : het luchtvaartwezen, het strijdwagenkorps de overzeiningstroepen, het korps torpedisten en zeesoldaten; het aantal van die gewenschte bestendigen kan geschat worden op ongeveer $\frac{1}{4}$ voor de 3 eerste korpsen, en $\frac{5}{6}$ voor het derde korps.

Al deze beschouwingen te zamen brengen het aantal noodige vrijwilligers en opnieuwdienenden op 25.000, want er dient rekening gehouden met eenen afval van vrijwilligers zonder voldoende intellectueele en beroepskundige kennis om gegradeerde, ambachtsman of specialist te worden; er dient opgemerkt dat er, buiten de enkele hierboven vermelde soldaten, geene vrijwillige soldaten in de werkdadige troepenkorpsen zullen zijn; voor de reserve-eenheden zijn er een klein aantal voorzien.

Nieuwe dienstnemingen.

Aan de middelen om de nieuwe dienstnemingen te bevorderen dient de meeste aandacht gewijd. Want onder de opnieuwdienenden vooral, treft men recht bekwame oefenmeesters aan, op wie de zware taak berust, de duizenden jongelingen, welke de jaarlijksche oproepingen onder de wapens vereenigen, het zóó ingewikkeld geworden militair bedrijf in den kortst mogelijken tijd aan te leeren. Er werden nieuwe dienstnemingen met korten termijn ingevoerd. Niets van wat er kan gedaan worden om den toestand der opnieuwdienenden te verbeteren, mag verwaarloosd worden.

Daartoe werden reeds belangrijke maatregelen getroffen. Zooals de vroegere wetten, voorziet de nieuwe wet dat hun, bij koninklijk besluit, bijkomende voordeelen kunnen verleend worden.

De grondbeginselen van het door de Regeering uitgewerkte wetsontwerp op de werving, de werking en de grond ervan schijnen genoegzaam uit de voorgaande beschouwingen te blijken. Het is dus niet noodzakelijk verder uit te weiden over de andere in het wetsontwerp vervatte beschikkingen van algemeenen of bijzonderen aard, noch over de er bij voorziene straffen. De ene en de andere berusten op de bij de vroegere wetgeving vastgestelde beginselen, of worden door den tekst zelf verklaard.

Overgangsbepalingen.

Een laatste hoofdstuk vaardigt de overgangsbepalingen uit, die moesten voorzien worden om van het oud stelsel tot den nieuwen staat van zaken over te gaan. De wetgever heeft vrijstelling van dienst verleend aan de miliciens wier vader of twee broeders door den vijand gedood werden, of die als oorlogsinvalide ontslagen zijn; ook heeft hij eene inkorting van den werkelijken dienstdtijd toegestaan aan de jongelingen die gevangen werden genomen om de grens te

hebben willen over trekken, om zich bij het leger te vervoegen, of die toegehoord hebben tot eenen inlichtingsdienst destijds in bezet België werkzaam voor rekening van een der geallieerde legers.

Het bleek billijk ook de miliciens der nieuwe klassen het voordeel dezer beschikkingen te laten, mits het te beperken tot hen, die er met recht en rede aanspraak kunnen op maken.

Zoo ook blijven de gunstige beschikkingen der wet van 10 Augustus 1920, betreffende de dienstweigeraars van vóór den oorlog (wederspanningen, nalatigen, achterblijvers) die hunnen plicht onder den veldtocht volbracht hebben, van kracht.

Er wordt voorgesteld het nieuw stelsel toe te passen met ingang van de klasse van 1909, oudste klasse die thans nog aan militieverplichtingen onderworpen is.

De terugwerkende kracht werd niet toegepast op oudere klassen, om deze laatste geen nieuwe militaire lasten op te leggen, en omdat de uitwerkselen der wet er weinig zullen door beïnvloed worden, vermits die klassen toch niet sterk zijn.

Wegens het belang en het aantal der in het wetsontwerp op de werving ingelaschte nieuwe beginselen, zou er niet aan een eenvoudige herziening van de van kracht zijnde teksten kunnen gedacht worden. Die teksten gingen, trouwens, reeds mank aan overeenstemming en duidelijkheid, omdat zij te dikwijls werden gewijzigd. Ze nu nog eens willen herzien, ware dit gebrek nog verergeren.

Trouwens, zooals men het heeft kunnen vaststellen, is de nieuwe wet door drongen van en bezielde met een nieuwen geest, die gansch verschilt met dezen der vroegere wetten.

Nu, de noodzakelijkheid van den algemeenen voor allen gelijken dienstplicht kon niet bevestigd worden, zonder zich eerst los te maken van de oude teksten, welke betrek hebben op eene inrichting van 's lands verdediging, die niet meer strookt met den huidige wil van het land.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

PAUL BERRYER.

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.

ANNEXE AU N° 10.**Projet de loi de recrutement.****ALBERT,**

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.**Des obligations militaires.****ARTICLE PREMIER.**

- a) Tout citoyen belge doit le service militaire;
- b) Hors le cas d'incapacité physique, le service militaire ne comporte aucune exemption;
- c) L'armée se recrute par des appels annuels et par des engagements et des rengagements volontaires.

BIJLAGE VAN N° 10.**Ontwerp van wet op de werving.****ALBERT,**

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en Onze Minister van Landsverdediging zijn gelast, het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers in te dienen.

EERSTE HOOFDSTUK.**Van de militaire verplichtingen.****EERSTE ARTIKEL.**

- a) Ieder Belgisch burger is dienstplichtig;
- b) Vrijstelling van den militairen dienst wordt enkel verleend in geval van lichamelijke ongeschiktheid;
- c) Het leger wordt gerecruteerd door middel van jaarlijksche oproepingen en door middel van vrijwillige dienstnemeningen en diensthernemeningen.

ART. 2.

a) La durée des obligations militaires est de vingt-cinq années se répartissant comme suit :

1° Quinze ans dans l'armée active et sa réserve ;

2° Dix ans dans l'armée territoriale.

b) L'armée active et sa réserve comprennent :

Une première armée constituée, en principe, par les unités actives du pied de paix ;

Une deuxième armée constituée, en principe, par les formations de réserve du pied de paix ; une réserve d'alimentation commune aux deux armées ; des troupes auxiliaires.

c) Les troupes de l'armée territoriale peuvent, en cas de nécessité, être versées dans l'armée de campagne.

ART. 3.

a) Il est, en outre, institué une réserve de recrutement dans laquelle tout Belge est inscrit dès l'année où il atteint l'âge de 17 ans et jusqu'au moment soit de son passage dans l'armée, soit de son exemption, soit de sa radiation.

b) L'étranger qui acquiert la qualité de Belge avant d'avoir atteint l'âge de 44 ans est inscrit dans la réserve de recrutement.

Si les opérations de recrutement de la levée dont il eût dû faire partie en raison de son âge sont terminées, il est rattaché à la classe la plus proche à lever.

c) Toutefois, si, au moment de son changement de nationalité, il a atteint l'âge de 30 ans ou s'il a satisfait à des obligations de service actif dans son

ART. 2.

a) De militaire verplichtingen duren vijf en twintig jaar, verdeeld als volgt :

1° Vijftien jaar in het werkdadig leger en dezes reserve ;

2° Tien jaar in de landweer.

b) Het werkdadig leger en zijne reserve bestaan uit :

Een eerste leger, in beginsel samengesteld uit de werkdadige eenheden van vredesvoet ;

Een tweede leger, in beginsel samengesteld uit de reserve-inrichtingen van vredesvoet ; eene aanvullingsreserve, gemeen aan beide legers ; hulptroepen.

c) De troepen der landweer kunnen desnoods bij het veldleger ingedeeld worden.

ART. 3.

a) Bovendien wordt er eene wervingsreserve ingericht, waarin ieder Belg ingeschreven wordt, zoodra hij zijn zeventiende jaar volbrengt, tot op den oogenblik dat hij, hetzij in het leger treedt, hetzij vrijgesteld, hetzij geschrapt wordt.

b) Wordt in de wervingsreserve ingeschreven de vreemdeling, die de hoedanigheid van Belg verkrijgt eer hij 44 jaar oud is.

Ingeval de wervingsverrichtingen der lichting, waarvan hij wegens zijn leeftijd deel had moeten uitmaken, geëindigd zijn, wordt hij bij de klas der eerstvolgende lichting gevoegd.

c) Indien hij evenwel op den oogenblik zijner verandering van nationaliteit, dertig jaar oud is, of in zijn land van herkomst aan verplichtingen van

pays d'origine, il est maintenu dans la réserve de recrutement et versé dans l'armée territoriale le 15 décembre de l'année où il atteint l'âge de 35 ans.

d) Les dispositions qui précèdent sont appliquées sans préjudice des conventions internationales.

e) La réserve de recrutement ne peut être appelée au service actif qu'en cas de mobilisation.

ART. 4.

Sont appelés à former la classe de milice de l'année suivante :

1° Les inscrits dans la réserve de recrutement, non sursitaires qui auront atteint l'âge de 19 ans au 31 décembre ;

2° Les inscrits dans la réserve de recrutement en vertu de l'article 3 ;

3° Les inscrits qui sont admis à devancer l'appel de leur classe ;

4° Les sursitaires des levées antérieures qui n'ont pas sollicité le renouvellement de leur sursis ou qui ne réunissant plus les conditions requises, n'ont pas obtenu ce renouvellement ;

5° Les ajournés des levées antérieures.

ART. 5.

a) Les miliciens désignés pour le service sont appelés au service actif aux dates fixées par le Ministre de la Défense Nationale.

b) Les obligations militaires, telles qu'elles sont définies ou litt. a) de l'article 2 prennent cours le 1^{er} juillet de l'année dont la classe porte le millésime.

werkelijken dienst voldaan heeft, wordt hij in de wervingsreserve behouden en bij de landweer ingedeeld, den 15^e December van het jaar, waarin hij den leeftijd van 35 jaar volbrengt.

d) Voorgaande bepalingen worden toegepast onverminderd de internationale overeenkomsten.

e) De wervingsreserve kan enkel in geval van mobilisatie tot den werkelijken dienst opgeroepen worden.

ART. 4.

Maken deel uit der militieklasse van het volgend jaar :

1° De niet uitgestelde ingeschrevenen in de wervingsreserve, die op 31 December den leeftijd van 19 jaar volbracht hebben ;

2° De krachtens artikel 3 ingeschrevenen in de wervingsreserve ;

3° De ingeschrevenen, die vòòr de oproeping hunner klasse in dienst mogen treden ;

4° De uitgestelden der vroegere lichten, die de hernieuwing van hun uitstel niet aangevraagd, of deze hernieuwing niet bekomen hebben, omdat zij niet meer aan de vereischten voldeden ;

5° De verdaagden der vroegere lichten.

ART. 5.

a) De miliciens, die tot den dienst aangewezen zijn worden in werkelijken dienst opgeroepen op de door den Minister van Landsverdediging vastgestelde data.

b) De militaire verplichtingen, zooals zij onder littera a) van artikel 2 bepaald zijn, gaan in den 1^{sten} Juli van het jaar, waarvan de klasse het jaartal draagt.

Elles ne peuvent toutefois être prolongées au-delà du 15 décembre de l'année dans laquelle l'homme atteint l'âge de 50 ans révolus.

c) Le passage d'une classe dans l'armée territoriale, ainsi que le congédiement de cette classe, ont lieu le 15 décembre.

CHAPITRE II.

Des groupements régionaux.

ART. 6.

Au point de vue du recrutement, le territoire est divisé en groupements comprenant un nombre proportionnel d'éléments flamands et wallons et d'éléments provenant des centres agricoles et industriels. Chaque groupement fournit, en principe, les miliciens nécessaires à une division d'infanterie déterminée, au sein de laquelle ils sont répartis selon les besoins du service et sans qu'il soit tenu compte de leur origine.

Les miliciens des troupes de corps d'armée sont recrutés dans les groupements des divisions composant le corps d'armée.

Les troupes n'entrant pas dans la composition des corps d'armée sont recrutées sur l'ensemble du territoire.

CHAPITRE III.

Du recensement.

ART. 7.

a) Du 1^{er} au 31 mars, l'autorité locale procède au recensement des Belges qui, tombant sous l'application de l'article 3, doivent être inscrits dans la réserve de recrutement à partir de l'année suivante.

Zij kunnen nochtans niet verlengd worden tot na den 15^{den} December van het jaar, waarin de man volle 50 jaar wordt.

c) De overgang eener klasse naar de landweer, alsook de afdanking dezer klasse, geschieden den 15^{den} December.

HOOFDSTUK II.

Van de gewestelijke groepeeringsen.

ART. 6.

In opzicht van werving is het grondgebied verdeeld in groepeeringsen bestaande uit een evenredig getal Vlaamsche en Waalsche manschappen en manschappen afkomstig uit landbouw- en nijverheidscentra. Elke groepeerings levert in beginsel de voor een bepaalde divisie infanterie noodige miliciens, die daarin worden verdeeld volgens de dienstbehoefte en zonder inachtneming hunner herkomst.

De miliciens der legerkorpstroepen worden gerecruteerd uit de groepeeringsen der divisies, waaruit het legerkorp bestaat.

De troepen, welke geen deel uitmaken van de legerkorpsen, worden over geheel het grondgebied gerecruteerd.

HOOFDSTUK III.

Van de telling.

ART. 7.

a) Van den 1ⁿ tot den 31ⁿ Maart telt de plaatselijke overheid de Belgen, die onder de toepassing van artikel 3 vallen, en te rekenen van het volgend jaar moeten ingeschreven worden in de wervingsreserve;

b) Chaque sujet recensé reçoit, avant le 15 avril, avis de son inscription.

c) Celui qui prétend qu'il n'aurait pas dû être recensé, soit en raison de son âge, soit en raison de sa nationalité ou pour tout autre motif ou qui, réunissant les conditions requises, n'aura pas, à la date du 15 avril, reçu avis de son inscription, est tenu d'adresser sa réclamation avant le 30 avril. Le bourgmestre statue et fait connaître sa décision au réclamant, avant le 15 mai.

Cette obligation est rappelée annuellement aux intéressés par voie d'affiche.

d) Le recensement est définitivement clôturé le 15 mai. Toutefois, le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène peut toujours, soit d'office, soit sur réclamation, ordonner l'inscription ou la radiation de ceux qui auraient été omis ou inscrits à tort.

e) L'application des dispositions du présent chapitre, ainsi que la procédure à suivre en matière d'inscription dans la réserve de recrutement, sont réglées par arrêté royal.

f) Le commissaire d'arrondissement est investi, en matière de milice, d'un pouvoir de contrôle sur toutes les communes indistinctement de son arrondissement.

CHAPITRE IV.

Des bureaux de recrutement.

ART. 8.

a) Il est créé des bureaux de recrutement comprenant un personnel qui appartient aux cadres actifs de l'armée; le nombre de ces bureaux, leur siège,

b) Ieder getelde onderdaan ontvangt, vóór 15 April, bericht van zijne inschrijving;

c) Degene die, wegens zijnen leeftijd, of wegens zijne nationaliteit, of om elke andere reden beweert dat hij niet moest geteld worden, of die, al voldeed hij aan de vereischte voorwaarden, op 15 April geen bericht van zijne inschrijving ontvangen heeft, is verplicht zijn bezwaar in te brengen vóór 30 April. De burgemeester beslist en brengt zijn besluit vóór 15 Mei ter kennis van den bezwaarindienner.

Jaarlijks wordt den betrokkenen aan bewuste verplichting herinnerd door middel van een aanplakbiljet.

d) De telling wordt voorgoed gesloten op 15 Mei. De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid kan nochtans altijd, hetzij ambsthalf, hetzij naar aanleiding van een bezwaar, bevel geven tot inschrijving of schraping van degenen, die vergeten of ten onrechte ingeschreven werden.

e) De toepassing der bepalingen van dit hoofdstuk, alsmede de wijze van handelen inzake inschrijving in de wervingsreserve, worden geregeld bij koninklijk besluit.

f) De arrondissementscommissaris heeft, inzake militie, recht van controle over al de gemeenten zonder onderscheid uit zijn arrondissement.

HOOFDSTUK IV.

Van de Wervingsbureelen.

ART. 8.

a) Er worden wervingsbureelen ingericht, waarvan het personeel tot de werkdadige kaders van het leger behoort. Het aantal dezer bureelen, hun zetel,

leur ressort territorial et leur composition sont déterminés par arrêté royal, sur proposition du Ministre de la Défense Nationale.

b) Outre les missions spéciales qui leur incombent en exécution de la présente loi, les bureaux de recrutement sont chargés de l'exécution des instructions du Ministre de la Défense Nationale en ce qui concerne les opérations de recrutement et la mobilisation de l'armée.

CHAPITRE V.

Des devancements d'appel et des sursis.

ART. 9.

a) L'inscrit dans la réserve de recrutement est admis à servir comme milicien, dans l'année où il atteint sa 18^e ou sa 19^e année à condition d'être reconnu apte au service.

b) Toutefois, si l'intéressé est en cours d'études moyennes du degré supérieur, il doit, en outre, satisfaire aux conditions imposées pour l'admission dans une école de sous-lieutenant de réserve.

ART. 10.

a) Un sursis d'une durée illimitée est accordé au premier des appelés d'une famille comptant au moins six enfants qui la sollicite pour autant qu'indépendamment du salaire du milicien, le revenu global des membres de sa famille vivant sous le même toit et formant un seul ménage, ne soit pas supérieur au double du minimum du revenu partiellement exonéré de l'impôt.

b) Ce sursitaire passe de la réserve

hun district en hunne samenstelling worden bepaald bij koninklijk besluit, op de voordracht van den Minister van Landsverdediging.

b) Benevens de speciale opdrachten, welke zij ter uitvoering dezer wet te vervullen hebben, zijn de wervingsbureaux belast met de tenuitvoerlegging der onderrichtingen van den Minister van Landsverdediging aangaande de wervingsverrichtingen en de leger-mobilisatie.

HOOFDSTUK V.

Van de vervroegde oproeping en de uitstellen

ART. 9.

a) De ingeschrevene in de wervingsreserve mag als milicien dienst nemen het jaar waarin hij zijn achttiende of negentiende jaar volbrengt, mits hij voor den dienst geschikt bevonden zij.

b) Nochtans, indien de betrokkene hogere middelbare studiën doet, moet hij bovendien aan de vereischten voldoen om in eene school van reserve-onderluitnants toegelaten te worden.

ART. 10.

a) Een uitstel van onbepaalden duur wordt verleend aan den eerstopgeroepene eener familie van minstens zes kinders, welke daarom verzoekt, voor zooveel het globaal inkomen der leden van de eengezinsfamilie, buiten het loon van den milicien, niet hooger weze dan het dubbel van het van de belasting gedeeltelijk vrijgestelde minimuminkomen.

b) Deze uitgestelde gaat van de wer-

de recrutement dans l'armée territoriale le 15 décembre de l'année où il atteint l'âge de 35 ans.

ART. 11.

a) Tout milicien peut obtenir un sursis d'appel d'un an renouvelable tant que, de par son âge, il appartient à l'une des cinq dernières levées

b) Les demandes de sursis sont agréées sans plus de formalités, si dans chacun des groupements de recrutement visés à l'article 6 le nombre n'en dépasse pas 12 %, du chiffre des inscrits rangés sous les n° 1°, 2° et 3° de l'article 4.

Dans le cas contraire, le conseil de milice est appelé à procéder à l'attribution, de tous les sursis lesquels sont accordés aux miliciens des catégories déterminées ci-après :

1° A celui qui est l'indispensable soutien de ses père et mère ou de l'un d'eux ou, si ceux-ci sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un deux, ou bien encore, d'un ou plusieurs frères ou sœurs orphelins;

Pour qu'un milicien soit reconnu l'indispensable soutien de sa famille, il faut :

Qu'il soit célibataire et contribue effectivement par son travail à l'entretien de sa famille;

Que le père ou l'aïeul soit décédé ou ait atteint l'âge de soixante ans ou que, par suite d'infirmité ou de maladie prolongée, il se trouve hors d'état de pourvoir à sa subsistance et à celle de sa famille;

Qu'indépendamment du salaire du milicien, le revenu global des membres de la famille vivant sous le même toit et formant un seul ménage ne soit pas

vingsreserve naar de landweer over den 15^e December van het jaar, waarin hij 35 jaar oud wordt.

ART. 11.

a) Ieder milicien kan een uitstel van oproeping van één jaar bekomen, dat, zoolang hij wegens zijn leeftijd deel uitmaakt van een der vijf laatste lichtingen, kan hernieuwd worden;

b) De vragen om uitstel worden, zonder verdere vormvereischten aanvaard indien hun aantal in elke der onder artikel 6 beoogde wervingsgroepeerings 12 t. h. van het cijfer der onder nummers 1, 2, 3, van artikel 4 gerangschikte ingeschrevenen niet te boven gaat.

In tegenovergesteld geval staat de militieraad al de uitstellen toe, welke verleend worden aan de miliciens der hierna bepaalde categorieën :

1° Aan dezen, die de kostwinner is van zijn vader en zijn moeder of van een dezer, of, indien deze overleden zijn, van zijn grootouders of van een dezer, ofwel nog, van een of meer ouderlooze broeders of zusters;

Om een milicien te kunnen doen doorgaan voor kostwinner zijner familie, is het noodig dat :

Hij ongehuwd zij en door zijn werk wezenlijk tot het onderhoud zijner familie bijdrage;

De vader of de grootvader overleden zij of den ouderdom van zestig jaar volbracht hebbe of tengevolge van gebrekkigheid of langdurige ziekte niet meer in staat weze om in zijn onderhoud en dat zijner familie te voorzien;

Zonder het loon van den milicien, het globaal inkomen der leden van de eengezinsfamilie niet grooter weze dan de twee derden van het minimuminko-

supérieur aux deux tiers du minimum du revenu partiellement exonéré de l'impôt, en vertu des articles 41 et 42 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920;

2° Au père resté veuf avec un ou plusieurs enfants pour autant que soit remplie la condition de non aisance telle qu'elle est déterminée au 1° ci-dessus;

3° A celui qui, à la date de l'entrée de sa classe au service actif, aurait un frère sous les armes comme milicien.

En cas d'appel simultané de deux frères, le plus jeune bénéficie du sursis, à moins qu'il n'y renonce au profit de l'aîné;

4° Au premier appelé d'une famille qui compte au moins cinq enfants encore en vie;

5° A celui qui justifie d'un intérêt d'enseignement, d'études ou d'apprentissage;

6° A celui qui est au service de l'État dans la Colonie;

7° A celui qui est indispensable aux besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle il se livre pour son compte ou pour le compte de ses parents;

8° A celui qui, résidant dans la Colonie ou à l'étranger, éprouverait un préjudice grave à être enlevé à ses travaux.

ART. 12.

Le milicien qui, bien que n'appartenant plus, de par son âge, à l'une des cinq dernières levées, réunit les conditions énoncées aux 1° et 2° de l'article précédent, peut obtenir exceptionnellement cinq nouveaux sursis successifs.

men dat, krachtens de artikelen 41 en 42 der samengeschakelde wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920, gedeeltelijk van de belasting is vrijgesteld;

2° Aan den vader weduwnaar met een of meer kinderen, voor zooveel hij aan het vereischte van ongegoedheid, zooals dit onder 1° hierboven bepaald, voldoet;

3° Aan dezen die, wanneer zijne klasse in werkelijken dienst treedt, een broeder als milicien onder de wapens heeft.

Worden twee broeders ter zelfdertijd opgeroepen, dan geniet de jongste het uitstel, tenzij hij hetzelfde verzake ten voordeele van den oudste;

4° Aan den eerstopgeroepene eener familie, welke minstens vijf kinderen in leven telt;

5° Aan dezen, die onderwijs-studie of leerbelaag kan aanvoeren;

6° Aan dezen, die in Staatsdienst is in de Kolonie;

7° Aan dezen, die onmisbaar is of voor een landbouw nijverheids- of handelsbedrijf, door hem voor eigen rekening of voor die zijner ouders geëxploiteerd;

8° Aan dezen, die in de Kolonie of in den vreemde verblijvende, een zwaar verlies zou ondergaan door van zijne bezigheden afgetrokken te worden.

ART. 12.

De milicien, die, hoewel hij wegens zijn ouderdom niet meer behoort tot een der vijf laatste lichtingen, aan de onder 1° en 2° van voorgaand artikel bepaalde vereischten voldoet, kan bij uitzondering vijf achtereenvolgende nieuwe uitstellen bekomen.

ART. 13.

En aucun cas, deux membres d'une même famille ne peuvent jouir en même temps, d'un sursis exceptionnel.

La famille qui a joui définitivement d'un sursis exceptionnel ne peut prétendre à un nouveau sursis de l'espèce, en faveur d'un second de ses membres, à moins que le premier ne soit décédé ou marié.

ART. 14.

a) Le milicien, désigné pour le service et qui, par suite du décès d'un membre de sa famille, se trouve dans les conditions énoncées aux 1° et 2° de l'article 11 peut, même s'il est incorporé, être placé en sursis et reversé dans la réserve de recrutement, par une décision du Conseil de milice.

Le sursis ainsi accordé est renouvelable annuellement tant que l'intéressé, de par son âge, appartient à l'une des dix dernières levées.

b) En cas de non renouvellement du sursis l'intéressé est réincorporé avec la levée en cours, mais compte lui est tenu du temps déjà passé éventuellement sous les armes.

ART. 15.

Sous la réserve prévue à l'article précédent, celui qui a bénéficié d'un ou de plusieurs sursis exceptionnels est tenu aux obligations des hommes de la classe avec laquelle il est appelé ou rappelé au service actif, sauf qu'il passe dans l'armée territoriale, au plus tard, le 15 décembre de l'année où il atteint l'âge de 40 ans.

ART. 13.

In geen geval kunnen twee leden eener zelfde familie tegelijkertijd een uitzonderingsuitstel genieten.

De familie, welke een uitzonderingsuitstel definitief genoten heeft kan geen aanspraak maken op een nieuw dergelijk uitstel ten voordeele van een tweede zijner leden, tenzij het eerste overleden of gehuwd weze.

ART. 14.

a) De tot een dienst aangewezen milicien die, ten gevolge van het overlijden van een lid zijner familie, zich onder een der onder 1° en 2° van artikel 11 bepaalde voorwaarden bevindt, kan, ingevolge een besluit van den militieraad, uitgesteld en terug bij de wervingsreserve ingedeeld worden, zelfs indien hij ingelijfd is.

Dit uitstel kan jaarlijks vernieuwd worden zoolang belanghebbende door zijn leeftijd tot een der tien laatste lichtingen behoort.

b) Is het uitstel niet vernieuwd, dan wordt belanghebbende met de loopende lichting opnieuw ingelijfd, doch de tijd, die hij eventueel reeds onder de wapens doorgebracht heeft, komt in aanmerking.

ART. 15.

Onder het bij voorgaand artikel voorziene voorbehoud is hij, die met een of meer buitengewone uitstellen begunstigd werd, dienstplichtig met de manschappen van de klasse, waarmede hij tot den werkelijken dienst opgeroepen of opnieuw opgeroepen wordt, met dit verschil evenwel dat hij tot de landweer overgaat uiterlijk op 15 December van het jaar, waarin hij 40 jaar oud wordt.

ART. 16.

Pour être recevables, les demandes de devancement d'appel et de sursis doivent être adressées au bourgmestre de la commune dans la forme et les délais que détermine un arrêté royal.

ART. 17.

Pour l'application des dispositions du présent chapitre, la composition de la famille est déterminée en tenant compte de ce qui suit :

1° Est assimilé au père et à la mère, la personne qui a élevé le milicien orphelin ou abandonné ou qui l'a recueilli et eu à sa charge depuis trois ans au moins à l'expiration de sa dix-neuvième année;

2° Les enfants consanguins et les enfants utérins sont assimilés aux germains;

3° Les enfants naturels reconnus sont assimilés aux enfants légitimes;

4° Sont assimilés aux membres de la famille décédés, ceux qui par suite de paralysie grave, de cécité, de démence complète ou d'autres infirmités déterminées par arrêté royal ou par suite d'une disparition prolongée constatée administrativement, doivent être considérés comme perdus pour la famille.

ART. 18.

Celui qui a obtenu un sursis peut en obtenir le retrait suivant autorisation du Ministre de la Défense Nationale, tant que la classe dont il fait partie, n'est pas sous les armes,

ART. 16.

Om ontvankelijk te zijn moeten de aanvragen om vervroegde oproeping en om uitstel aan den burgemeester der gemeente gestuurd worden, in den vorm en binnen de tijdsbestekken, welke bij koninklijk besluit bepaald worden.

ART. 17.

Voor de toepassing der bepalingen van dit hoofdstuk wordt de samenstelling der familie vastgesteld met inachtneming van hetgeen volgt :

1° Wordt gelijkgesteld met vader en moeder, de persoon, die den ouderloozen of verlaten milicien opgebracht of die denzelfden aangenomen en na afloop van diens negentiende jaar te zijnen laste gehad heeft sedert minstens drie jaar;

2° De halve broeders worden met de volle broeders gelijkgesteld;

3° De erkende natuurlijke kinderen worden gelijkgesteld met de wettige kinderen;

4° Worden met de overleden familieleden gelijkgesteld, zij die tengevolge van zware verlamming, blindheid, volkomen krankzinnigheid of andere bij bij koninklijk besluit bepaalde lichaamsgebreken of ten gevolge van langdurige administratief vastgestelde vermissing, dienen beschouwd als verloren voor de familie.

ART. 18.

Hij, wien een uitstel verleend werd, kan de intrekking er van bekomen, mits toelating van den Minister van Landsverdediging, zoolang de klasse, waarvan hij deel uitmaakt, niet in dienst is.

CHAPITRE VI.

Des conseils de milice.

ART. 19.

a) Il est institué des conseils de milice dont le nombre, le siège et le ressort territorial, sont déterminés par arrêté royal.

b) Le Conseil de milice est composé :

D'un président choisi parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires d'un tribunal de première instance;

D'un directeur, d'un inspecteur ou, à défaut, d'un contrôleur des contributions et d'un officier de l'armée, membres.

c) Il est nommé au Président et à chaque membre, un ou plusieurs suppléants.

Le président, le membre civil et leurs suppléants, sont nommés par arrêté du Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Le membre militaire et ses suppléants sont désignés par le Ministre de la Défense Nationale ou son délégué.

d) Les fonctions de secrétaire sont remplies par un agent du Gouvernement provincial désigné par le Gouverneur.

e) Le local, le mobilier, le matériel de bureau, le salaire d'un huissier-messager, le chauffage et l'éclairage sont à la charge de la province.

f) Lorsqu'un membre du Conseil est le parent ou l'allié du milicien jusqu'au 4^e degré inclusivement, il doit se récuser.

HOOFDSTUK VI.

Van de militieraden.

ART. 19.

a) Er worden militieraden ingesteld, waarvan het aantal, de zetel en het district bij koninklijk besluit bepaald worden.

b) De militieraad is samengesteld uit :

Een voorzitter verkozen onder de gewone, plaatsvervangende of eershalve magistraten van een rechtbank van eersten aanleg;

Van een directeur, van een inspecteur, of bij onstentenis, van een controller van het belastingswezen en van een officier van het leger, leden.

c) Voor den voorzitter en voor elk lid worden een of twee plaatsvervangers benoemd.

De voorzitter, het burgerlijk lid en hun plaatsvervangers worden benoemd bij besluit van den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

Het militair lid en zijn plaatsvervangers worden aangeduid door den Minister van Landsverdediging of diens gevolmachtigde.

d) Het ambt van secretaris wordt waargenomen door een door den Gouverneur aangeduiden beambte van het provinciaal bestuur.

e) Het lokaal, het mobilair, de bureaubenodigdheden, het salaris van een deurwachter-bode, de verwarming en de verlichting zijn ten bezware der provincie.

f) Wanneer een lid van den raad bloed- of aanverwant is van den milicien, tot en met den vierden graad, moet het zich onbevoegd verklaren.

ART. 20.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène fixe les dates d'ouverture et de clôture des sessions du Conseil de milice.

Toutefois, dans les cas prévus à l'article 14, le Conseil est réuni à la diligence du président, dans la dernière quinzaine du trimestre en cours.

En attendant, le militaire en cause peut être envoyé en congé sans solde.

ART. 21.

a) Le Conseil statue sur les demandes de sursis à la majorité des voix.

Dans les cas douteux, il lui est loisible de faire procéder à une enquête administrative et de demander l'avis du juge de paix du canton auquel ressortit la commune où réside le requérant.

b) Lorsqu'un sursis exceptionnel ne peut être accordé parce que les conditions énoncées à l'article 2, 1° et 2° ne sont pas remplies, mais que des circonstances spéciales militent néanmoins en faveur de l'accueil de la demande, le Conseil peut, s'il y a unanimité, déférer la cause au Conseil de milice supérieur qui statue comme il est dit à l'article 27.

c) Si la demande de sursis est basée sur l'état de santé d'un membre de la famille du milicien, le président du conseil peut désigner un médecin pour visiter l'intéressé à domicile.

Le médecin désigné motive son rapport et affirme sous serment, qu'il a été fait sans haine ni faveur, soit devant le juge de paix du canton, soit devant

ART. 20.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid bepaalt elk jaar de openings- en sluitingsdata der zittingen van den militieraad.

De raad vergadert, evenwel, in de gevallen voorzien bij artikel 14, ten verzoeken van den voorzitter, in de laatste halfmaand van het loopend kwartaal.

In afwachting, kan de betrokken militair met verlof zonder soldij worden gezonden.

ART. 21.

a) De raad doet uitspraak over de vragen om uitstel bij meerderheid van stemmen.

In twijfelachtige gevallen staat het hem vrij tot een bestuurlijk onderzoek te doen overgaan en het advies in te winnen van den vrederechter des kantons, tot welks rechtsgebied de gemeente behoort, waar de aanzoeker verblijft houdt;

b) Wanneer een buitengewoon uitstel niet kan worden verleend omdat aan de bij art. 11, 1° en 2° opgesomde vereischten niet voldaan werd maar dat, niettemin bijzondere omstandigheden pleiten voor het inwilligen der vraag, mag de raad, bij eenparigheid, de zaak verwijzen naar den hoogen militieraad, dit uitspraak doet zooals gezegd bij artikel 27.

c) Indien de vraag om uitstel gegrond is op den gezondheidstoestand van een lid der familie van den milicien, mag de voorzitter van den raad eenen geneeskundige aanduiden om belanghebbende ten huize te onderzoeken.

De aangeduide geneeskundige motiveert zijn verslag en bevestigt onder eed, dat het opgemaakt werd zonder haat noch gunstbetoon, of ten overstaan

le bourgmestre de la commune, soit devant le conseil lui-même, dans les vingt-quatre heures de la visite.

Le fonctionnaire qui reçoit l'affirmation en dresse sans frais l'acte au bas du rapport qui est immédiatement transmis au président du conseil.

d) Les décisions du conseil sont prononcées en séance publique et notifiées dans les huit jours, aux intéressés, ainsi qu'au Gouverneur de la province.

CHAPITRE VII.

De l'appel devant le conseil de milice supérieur.

ART. 22.

Les décisions des conseils de milice prononçant l'octroi ou le rejet d'un sursis exceptionnel et qui n'ont pas été rendues à l'unanimité, sont susceptibles d'appel, respectivement de la part de l'autorité militaire et de la part des intéressés.

ART. 23.

a) Il y a un conseil de milice supérieur dont le siège est à Bruxelles.

Il est composé d'un conseiller à la Cour d'appel, président, d'un officier supérieur de l'armée et d'un fonctionnaire de l'Administration centrale du Département de l'Intérieur et de l'Hygiène, respectivement membre et membre rapporteur.

b) Il est nommé au président et à chaque membre, un ou deux suppléants exerçant les mêmes fonctions que les titulaires.

van den vrederechter des kantons, of van den burgemeester der gemeente, of van den raad zelf, binnen de vier-entwintig uren na het onderzoek.

De ambtenaar die de bevestiging ontvangt maakt er zonder kosten, akte van op onderaan op het verslag, hetwelk onmiddellijk aan den voorzitter des raads wordt overgemaakt.

d) De besluiten van den raad worden in openbare zitting uitgesproken en binnen de acht dagen aan belanghebbenden alsmede aan den Gouverneur der provincie genotificeerd.

HOOFDSTUK VII.

Van de oproeping voor den hooger militieraad.

ART. 22.

De besluiten der militieraden, waarbij het verleenen of verwerpen van een buitengewoon uitstel wordt uitgesproken en welke niet bij eenparigheid werden genomen, zijn voor hooger beroep vatbaar, onderscheidenlijk van den kant der militaire overheid en van dien der belanghebbenden.

ART. 23.

a) Er is een hogere militieraad, waarvan de zetel te Brussel is. Hij bestaat uit een raadsheer in het beroepshof, voorzitter, een hoofofficier van het leger en een ambtenaar van het centraal bestuur van het departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, onderscheidenlijk lid en lid-verslaggever.

b) Er wordt voor den Voorzitter en voor elk lid, een of twee plaatsvervangers benoemd, die hetzelfde ambt als de titularissen waarnemen.

c) Le président est nommé par le Roi, le membre militaire et le membre civil sont désignés respectivement par le Ministre de la Défense Nationale et le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

ART. 24.

Pour être recevable, l'appel doit être adressé au Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène dans la forme et les délais que détermine un arrêté royal.

ART. 25.

Le conseil de milice supérieur prononce après avoir entendu les parties, préalablement convoquées, leurs avocats ou mandataires, s'ils se présentent à l'audience.

Il peut être produit un mémoire ou défense écrite.

Dans tous les cas l'arrêt est réputé contradictoire.

ART. 26.

Le Conseil de milice supérieur peut réclamer un supplément d'instruction administrative.

ART. 27.

Dans le cas prévu à l'article 21 le Conseil de milice supérieur peut accorder le sursis si la décision réunit l'unanimité.

ART. 28.

Les décisions du Conseil de milice supérieur sont notifiées aux intéressés dans les quinze jours.

c) De voorzitter wordt door den Koning benoemd, het militair lid en het burgerlijk lid worden onderscheidenlijk door den Minister van Landsverdediging en den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid aangeduid.

ART. 24.

Om ontvankelijk te zijn, moet het beroep, in den vorm en binnen de tijdsbestekken bepaald bij een koninklijk besluit, aan de Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid worden gestuurd.

ART. 25.

De hogere militieraad doet uitspraak na de vooraf opgeroepen partijen, hun advocaten of mandatarissen, indien zij zich ter zitting aanbieden, te hebben gehoord.

Er mag een memorie of verweerschrift worden overgelegd.

In elk geval wordt de uitspraak tegenprekelijk geacht.

ART. 26.

De hogere militieraad kan een aanvullend bestuurlijk onderzoek vorderen.

ART. 27.

In het bij artikel 21 voorzien geval kan de hogere militieraad enkel bij eenparigheid van stemmen, het uitstel verlenen.

ART. 28.

De besluiten van den Hoogeren militieraad worden den belanghebbenden binnen vijftien dagen genotificeerd.

CHAPITRE VIII.

**Des exemptions et des ajournements
pour cause d'inaptitude physique.**

ART. 29.

a) Sont exemptés, les miliciens qui, en raison de leur constitution générale d'infirmités ou de maladies incurables, sont déclarés inaptes à tout service militaire.

b) Sont ajournés pour un an, les miliciens qui en raison de leur constitution physique trop faible, d'infirmités ou de maladies, sont reconnus temporairement inaptes au service militaire.

L'ajournement ne peut être accordé plus de trois fois. Une décision d'exemption ou de désignation doit intervenir à la quatrième comparution au plus tard.

L'exemption est prononcée, si lors de la quatrième comparution l'intéressé n'est reconnu apte ni au service armé ni au service auxiliaire.

c) Un arrêté royal détermine les infirmités et les maladies qui motivent l'exemption, l'ajournement ou la désignation pour les services auxiliaires.

ART. 30.

a) Les inscrits visés à l'article 4 sont appelés devant le bureau de recrutement, aux époques fixées de commun accord par le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et par le Ministre de la Défense Nationale pour être examinés au point de vue de leur aptitude au service.

A cette fin, le bureau de recrutement est assisté de médecins militaires dési-

HOOFDSTUK VIII.

**Van de vrijstelling en de verdaging
wegens lichamelijke ongeschiktheid.**

ART. 29.

a) Worden vrijgesteld, de miliciens die, wegens hun algemeen gestel, wegens gebrekkigheden of ongeneesbare ziekten, ongeschikt verklaard zijn tot welkdanigen militairen dienst.

b) Worden voor een jaar verdaagd, de miliciens die, wegens hun te zwak lichaamsgestel, wegens gebrekkigheden of ziekten, tijdelijk voor den dienst ongeschikt bevonden zijn.

De verdaging kan maar drie keer toegestaan worden. Een besluit tot vrijstelling of tot aanwijzing moet uiterlijk bij de vierde verschijning genomen worden. De vrijstelling wordt uitgesproken wanneer, bij de vierde verschijning, de belanghebbende noch voor den gewapenden dienst, noch voor den hulpdienst geschikt bevonden wordt.

c) Een Koninklijk besluit bepaald de gebrekkigheden en de ziekten, welke de vrijstelling, de verdaging of de aanwijzing tot de hulpdiensten motiveren.

ART. 30.

a) De bij artikel 4 bedoelde ingeschrevenen worden voor het wervingsbureau geroepen, op de met onderlinge instemming door den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en door den Minister van Landsverdediging bepaalde tijdstippen, om omtrent hun dienstgeschiktheid te worden onderzocht.

Te dien einde wordt het bureau bijgestaan door militaire geneesheeren,

gnés par le Ministre de la Défense Nationale ou par son délégué;

b) Si les installations du bureau de recrutement sont insuffisantes, les locaux, le chauffage, l'éclairage, le mobilier et le matériel sont à la charge de la commune où siège le bureau de recrutement;

c) Lorsqu'un médecin est le parent ou l'allié du comparant jusqu'au quatrième degré inclusivement, il est tenu de se récuser.

ART. 31.

a) Les intéressés sont convoqués par l'administration communale à domicile six jours au moins avant celui où ils ont à comparaître devant le bureau de recrutement. La convocation est, en outre, publiée selon les formes usitées et à l'heure ordinaire des publications.

Les convocations indiquent le jour, l'heure, la commune et le local où siège le bureau de recrutement. Il en est demandé récépissé dans un registre spécial et, au besoin, le porteur de la convocation en atteste la remise par sa signature.

b) La convocation des miliciens habitant l'étranger ou la Colonie est remise à l'intervention de leur répondant ou par la voie diplomatique suivant les distinctions établies à l'article 72.

La date de leur comparution est fixée en tenant compte du temps nécessaire aux appelés pour effectuer le voyage.

c) Les jeunes gens convoqués sont présentés au bureau par un membre de

door den Minister van Landsverdediging of door zijn gevolmachtigde aange-
wezen.

b) Is de toerusting van het wervingsbureauel ontoereikend dan wordt vanwege de gemeente, waar hetzelfde zetelt, zorg gedragen voor de lokalen, de verwarming, de verlichting, het mobilair en het materieel.

c) Wanneer een geneesheer bloed- of aanverwant van den comparant is, tot en met den vierden graad, moet hij zich onbevoegd verklaren.

ART. 31.

a) De betrokkenen worden minstens zes dagen vóór dezen, waarop zij voor het wervingsbureauel moeten verschijnen, door het gemeentebestuur ten huize opgeroepen. De oproeping wordt bovendien, afgekondigd volgens de in gebruik zijnde vormen en op het gewoon uur der afkondigingen.

De oproepingen bepalen dag, uur, gemeente en lokaal waar het wervingsbureauel zetelt. Er wordt blijk van ontvangst gevraagd in een speciaal register en, desnoods, bevestigt de drager door zijn handteekening en de afgifte van.

b) De oproeping der in den vreemde of in de kolonie wonende miliciens wordt overhandigd door tussenkomst van den voor hem verantwoordelijken persoon of langs diplomatieken weg, volgens het bij artikel 72 vastgestelde onderscheid.

De datum, waarop zij moeten verschijnen, wordt vastgesteld met inachtneming van den tijd welken den opgeroepen noodig is om de reis af te leggen.

c) De opgeroepen jongelingen worden aan het bureau voorgesteld door

l'administration communale accompagnée du secrétaire porteur des récépissés. Les frais de voyage et de séjour de ces fonctionnaires sont à la charge de la commune.

ART. 32.

L'examen médical a lieu à huis-clos en la seule présence des médecins qui déterminent l'aptitude au service des comparants en les classant dans l'une des catégories suivantes :

Désigné — apte au service.

Désigné — apte uniquement pour un service auxiliaire.

Ajourné — inapte provisoirement.

Exempté — inapte définitivement.

ART. 33.

En cas de doute sur l'aptitude, l'intéressé est placé en observation dans un hôpital militaire, pour une durée de quinze jours au maximum.

L'expert médical statue comme il est dit à l'art. 32 et notifie sa décision au commandant du bureau de recrutement.

Dans ce cas, la décision ne peut être frappée d'appel.

ART. 34.

Les hommes qui, bien qu'ayant été reconnus aptes au service, lors de leur comparution devant le bureau de recrutement, sont après leur entrée sous les armes, déclarés apte uniquement au service auxiliaire à la suite d'une mise en observation dans un hôpital militaire, sont affectés à ce service par ordre de l'autorité militaire.

tusschenkomst van een lid van het gemeentebestuur vergezeld van den secretaris, drager der ontvangstbewijzen. De reis-en verblijfkosten dezer ambtenaars zijn ten bezware der gemeente.

ART. 32.

Het geneeskundig onderzoek geschiedt met gesloten deuren en enkel in het bijzijn van de geneesheeren die de geschiktheid der comparanten voor den dienst bepalen door ze in een der volgende categorieën in te deelen :

Aangewezen — voor den dienst geschikt.

Aangewezen — enkel voor den hulpdienst geschikt.

Verdaagd — voorloopig ongeschikt.

Vrijgesteld — definitief ongeschikt.

ART. 33.

Indien er twijfel omtrent de geschiktheid bestaat, wordt betrokkene in een militair hospitaal ter waarneming geplaatst voor een duur van hoogstens vijftien dagen.

De geneeskundige expert doet uitspraak zooals gezegd bij artikel 32 en notificeert zijn besluit aan den bevelhebber van het wervingsbureau.

In dit geval is het besluit onherroepelijk.

ART. 34.

De manschappen die, alhoewel zij, bij hun verschijnen voor het wervingsbureau, voor den dienst geschikt bevonden werden, na hun indiensttreding, naar aanleiding eener in waarnemingstelling in een militair hospitaal, enkel voor den hulpdienst geschikt werden verklaard, worden, op bevel der militaire overheid, tot dezen dienst aangewezen.

ART. 35.

Si par suite de maladie ou d'infirmité la détention ou d'internement, un milicien est dans l'impossibilité de se présenter à la date fixée, il est remis à la dernière séance; si à ce moment, le motif de l'empêchement subsiste, l'intéressé est visité à domicile par deux médecins assistant le bureau de recrutement.

ART. 36.

Les dispositions suivantes sont appliquées aux miliciens qui, au premier janvier de l'année où ils sont appelés à comparaître devant le bureau de recrutement, résident depuis un an au moins, dans la Colonie, ou à l'étranger, dans un pays autre que les Iles Britanniques et les pays limitrophes de la Belgique.

a) Ceux qui sont rentrés au pays pour se présenter devant le bureau de recrutement peuvent être autorisés à accomplir leur terme de service actif dès qu'il a été statué définitivement sur leur aptitude au service.

b) Ceux qui sont atteints d'une infirmité apparente les rendant manifestement inaptes au service ou qui, en raison de leur état de santé, ne sont pas à même de se déplacer, transmettent un certificat médical au commandant du bureau de recrutement, à l'intervention du Gouverneur général du Congo ou du Consul belge du ressort, selon le cas.

c) S'il s'agit d'un milicien déjà ajourné trois fois dans ces conditions, les autorités visées au litt. b du présent article

ART. 35.

Zoo een milicien ten gevolge van ziekte of gebrekkigheid, van gevangenhouding of opsluiting, in de onmogelijkheid is zich op den gestelden dag aan te bieden, wordt hij tot de laatste zitting uitgesteld; bestaat op dit oogenblik de reden der verhindering nog, zoo wordt betrokkene ten huize onderzocht door twee geneesheeren, die het wervingsbureauel bijstaan.

ART. 36.

Volgende bepalingen worden toegepast op de miliciens die zich op 1^{er} Januari van het jaar, waarin zij geroepen worden om voor het wervingsbureauel te verschijnen, sedert minstens één jaar, in de kolonie of in den vreemde, in een ander land dan de Britsche Eilanden en de grenslanden van België, verblijven :

a) Zij, die in het land zijn teruggekomen om zich voor het wervingsbureauel aan te bieden, kunnen toegelaten worden om hun werkelijken dienstdienst te vervullen zoodra definitief uitspraak is gedaan omtrent hun geschiktheid voor den dienst.

b) Zij, die behept zijn met een opvallende gebrekkigheid, welke hen klaarblijkelijk voor den dienst ongeschikt maakt of die, wegens hun gezondheidstoestand, niet bij machte zijn zich te verplaatsen, sturen door tussenkomst van den Gouverneur-Generaal van den Congo of den Belgischen Consul van het district, volgens het geval, den bevelhebber van het wervingsbureauel een medisch getuigschrift.

c) Geldt het een onder deze voorwaarden reeds driemaal verdaagden milicien, vergewissen de bij letter b van

s'assurent, par tous les moyens en leur pouvoir, si l'intéressé est réellement et sans contestation possible, inapte au service; elles joignent leur rapport aux certificats médicaux. Suivant le cas, l'intéressé est exempté définitivement ou est invité à comparaître devant le bureau de recrutement.

ART. 37.

a) Le comparant reçoit, séance tenante, notification écrite de la décision des médecins.

b) S'il s'agit d'une décision consécutive à la mise en observation, elle leur est notifiée dans les huit jours qui suivent la réception du rapport par le bureau de recrutement.

CHAPITRE IX.

Des Conseils de revision.

ART. 38.

a) Toutes les décisions des médecins assistant le bureau de recrutement, sont susceptibles d'appel de la part intéressés, à moins que ceux-ci n'aient été soumis à une observation à l'hôpital.

b) L'appel est adressé au Gouverneur de la province dans la forme et dans les délais déterminés par arrêté royal.

ART. 39.

a) Il y a, par province, un conseil de revision composé :

D'un président choisi parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires du tribunal de première instance;

dit artikel bedoelde overheden zich, door alle in hun macht zijnde middelen, of betrokkene waarlijk en zonder mogelijke betwisting voor den dienst ongeschikt is; zij voegen hun verslag bij de medische getuigschriften. Volgens het geval, wordt betrokkene definitief vrijgesteld of uitgenoodigd voor het wervingsbureau te verschijnen.

ART. 37.

a) De comparant ontvangt, staande de vergadering, schriftelijke notificatie over het besluit der geneesheeren.

b) Geldt het een ingevolge de inwaarnemingstelling genomen besluit, dan wordt die hun genotificeerd binnen de acht dagen nadat het wervingsbureau het verslag ontvangen heeft.

HOOFDSTUK IX.

Van de Herzieningsraden.

ART. 38.

a) Al de besluiten der geneesheeren, die het wervingsbureau bijstaan, zijn vatbaar voor beroep van den kant der belanghebbenden, tenware deze laatsten in het hospitaal ter waarneming geplaatst werden.

b) Het beroep wordt, in den vorm en binnen de tijdsbestekken bij Koninklijk besluit bepaald, tot den Gouverneur der provincie gericht.

ART. 39.

a) In elke provincie bestaat een herzieningsraad samengesteld uit :

Een voorzitter verkozen onder de gewone, plaatsvervangende of eershalve magistraten van de rechtbank van eersten aanleg;

D'un médecin militaire et d'un médecin civil, membres.

Il est nommé au président et au médecin militaire membre, un ou deux suppléants.

b) Le président et ses suppléants sont nommés par un arrêté du Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, le médecin militaire et ses suppléants sont désignés par le Ministre de la Défense Nationale ou par son délégué, le médecin civil est désigné la veille ou le jour de chaque séance, par le président et remplacé chaque jour si c'est possible.

b Le président est chargé de veiller à l'exécution des dispositions contenues dans le présent chapitre et des prescriptions de l'arrêté royal qui en règle l'application.

d) Le Conseil est assisté d'un secrétaire désigné par le Gouverneur et choisi dans le personnel du Gouvernement provincial.

e) Les locaux, le mobilier, le matériel de bureau, le salaire d'un huissier-messager, le chauffage et l'éclairage sont à la charge de la province.

ART. 40.

Les dates d'ouverture et de clôture des sessions du Conseil de revision sont fixées de commun accord par le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et par le Ministre de la Défense Nationale.

ART. 41.

Les intéressés sont convoqués comme il est prescrit à l'article 31, litt. a. En cas de non comparution de l'appelant, l'appel est considéré comme nul et non

Een militair geneesheer en een burger-geneeskundige, leden.

Voor den voorzitter en den militairen geneesheer, lid, worden een of twee plaatsvervangers benoemd.

b) De voorzitter en zijn plaatsvervangers worden benoemd bij besluit van den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, de militaire geneesheer en zijn plaatsvervanger aangewezen door den Minister van Landsverdediging of door zijn gevolmachtigde, de burgergeneeskundige wordt door den voorzitter den dag vóór of den dag van elke zitting aangewezen en zoo mogelijk elken dag vervangen.

c) De voorzitter is belast te waken over de uitvoering der bepalingen van dit hoofdstuk en der voorschriften van het koninklijk besluit, dat er de toepassing van regelt.

d) De raad wordt bijgestaan door een secretaris door den Gouverneur aangewezen en verkozen onder het personeel van het provinciaal bestuur.

e) De provincie heeft te zorgen voor de lokalen, het mobilair, de bureaubenodigdheden, het loon van den deurwachter-bode, de verwarming en de verlichting.

ART. 40.

De openings- en sluitingsdata der zittingen van den herzieningsraad worden, met onderlinge instemming door den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en door den Minister van Landsverdediging vastgesteld.

ART. 41.

De betrokkenen worden opgeroepen zooals bij artikel 31, letter a is voorgescreven. Ingeval de beroeper niet verschijnt, wordt het beroep geacht niet

avenu, sauf si le milicien se trouve dans un des cas prévus à l'article 35 dont les dispositions sont applicables au Conseil de revision.

ART. 42.

a) Avant de commencer les opérations, les médecins prêtent devant le président le serment suivant :

« Je jure de déclarer sans haine ni faveur, si les hommes que je suis chargé d'examiner sont atteints de maladies ou d'infirmités qui les rendent inaptes au service. »

b) Lorsqu'un membre du Conseil de revision est le parent ou l'allié du comparant, jusqu'au 4^e degré inclusivement, il doit se récuser, de même s'il est le médecin traitant du milicien.

ART. 43.

a) Chaque homme est examiné à huis clos, successivement par le médecin militaire et par le médecin civil qui statuent comme il est dit à l'article 32.

b) En cas de doute ou de divergence d'appréciation sur l'aptitude, l'intéressé est placé en observation dans un hôpital militaire, pour une durée de 15 jours au plus.

c) La mise en observation est également ordonnée si le comparant en exprime la demande.

d) La décision de l'expert médical est transmise au président du Conseil de revision, qui la fait acter sur le bulletin *ad hoc*.

bestaan te hebben, tenware de milicien zich bevindt in een der gevallen voorzien bij artikel 35, waarvan de bepalingen op den herzieningsraad toepasselijk zijn.

ART. 42.

a) Alvorens de verrichtingen te beginnen leggen de geneesheeren, ten overstaan van den voorzitter, volgenden eed af :

« Ik zweer, zonder haat noch gunst » betoon te verklaren of de manschap » pen, die ik moet onderzoeken, behept » zijn met ziekten of lichaamsgebreken, die hen voor den dienst ongeschikt maken. »

b) Wanneer een lid van den herzieningsraad bloed- of aanverwant is van den comparant, tot en met den vierden graad, moet hij zich onbevoegd verklaren, alsook wanneer hij de behandelende geneeskundige is van den milicien.

ART. 43.

a) Elke man wordt, met gesloten deuren, achtereenvolgens door den militairen geneesheer en door den burgergeneeskundige onderzocht, die uitspraak doen zooals gezegd bij artikel 32.

b) Ingeval van twijfel of meeningsverschil aangaande de geschiktheid, wordt betrokkene ter waarneming in een militair hospitaal geplaatst voor een duur van hoogstens vijftien dagen.

c) Ook wordt tot de inwaarnemingstelling bevolen indien de comparant daar om verzoekt.

d) Het besluit van den geneeskundigen expert wordt overgemaakt aan den voorzitter van den herzieningsraad, die er akte doet van nemen op het daartoe bestemd bulletin.

ART. 44.

Les décisions du Conseil de revision sont notifiées comme il est dit à l'article 37.

CHAPITRE X.

Du recours en cassation.

ART. 45.

a) Les décisions du Conseil de milice supérieur et des Conseils de revision, de même que celle des Conseils de milice non susceptibles d'appel, peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation.

Sous la réserve prévue à l'article 1,033 du Code de procédure civil, quant aux délais, le pourvoi doit être formé et motivé dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle la décision a été rendue contradictoirement ou notifiée.

b) La déclaration du recours est faite au greffe de la Cour de cassation par pli recommandé.

La signature de l'appelant ou la marque qui en tient lieu doit être légalisée par un membre du collège échevinal de sa commune.

c) Les prescriptions ci-dessus énumérées doivent être suivies sous peine de nullité.

ART. 46.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène a également un droit de recours. L'exercice de ce droit n'est limité par aucun délai.

ART. 44.

De besluiten van den herzieningsraad worden genotificeerd zooals gezegd bij artikel 37.

HOOFDSTUK X.

Van het beroep in cassatie.

ART. 45.

a) De besluiten van den hoogerem militieraad en van de herzieningsraden alsmede deze van de militieraden, welke niet vatbaar zijn voor beroep, kunnen door middel van beroep in cassatie bestreden worden.

Onder het bij artikel 1033 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging voorzien voorbehoud moet, wat betreft de tijdsbestekken, het beroep ingesteld en gemotiveerd worden binnen de vijftien dagen na den datum, waarop het besluit op tegenspraak genomen of genotificeerd werd.

b) De aangifte van het beroep wordt gedaan per aangeteekenden brief, ter griffie van het Hof van Cassatie. De handteekening van den beroeper of het merk, dat dezelfde vervangt, moet door een lid van het schepencollege zijner gemeente echt verklaard worden.

c) Hoogeropgesomde voorschriften moeten, op straf van nietigheid, nageleefd worden.

ART. 46.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid kan eveneens in hooger beroep gaan. Het uitoefenen van dit recht wordt door geen tijdsbestek beperkt.

ART. 47.

Si la cassation est prononcée, la cause est, suivant les cas, renvoyée devant le Conseil de milice supérieur composé d'autres membres, devant un autre Conseil de revision ou un autre Conseil de milice.

ART. 48.

a) La Cour de cassation statue toutes les affaires cessantes.

b) Le greffier de la Cour de cassation informe le Gouverneur et, le cas échéant, le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène de l'admission ou du rejet du pourvoi aux fins de notification à l'intéressé.

ART. 49.

Tous les actes de procédure devant la Cour de cassation sont exempts des frais de timbre et d'enregistrement.

ART. 50.

Si la seconde décision est annulée pour les mêmes motifs que ceux qui ont provoqué la première cassation, la juridiction à laquelle l'affaire est renvoyée se conforme à la décision de la Cour de cassation sur le point de droit jugé par cette Cour.

CHAPITRE XI

De l'affectation aux armes et services.

ART. 51.

Sont effectés d'office aux troupes d'administration du service de santé et reçoivent, en temps de paix, dans un

ART. 47.

Is de vernietiging uitgesproken, dan wordt de zaak, volgens de gevallen, verwezen naar den uit andere leden samengestelden hooger en militieraad, naar een anderen herzienings- of naar een anderen militieraad.

ART. 48.

a) Het Hof van Cassatie doet uitspraak vóór alle andere zaken.

b) De griffier van het Hof van Cassatie verwittigt den Gouverneur en, desgevallend, den Minister van Binnenlandsehe Zaken en Volksgezondheid, van het inwilligen of verwerpen van het beroep, ter notificatie aan belanghebbende.

ART. 49.

Al de akten van rechtspleging voor het Hof van Cassatie zijn vrij van zegel- en registratiekosten.

ART. 50.

Wordt het tweede besluit vernietigd om dezelfde redenen als deze, welke tot de eerste vernietiging aanleiding gaven, schikt zich de rechtsmacht, naar dewelke de zaak is verwezen, naar het besluit, dat het Hof van Cassatie over het rechtspunt heeft gewezen.

HOOFDSTUK XI.

Van de aanwijzing tot de wapens en de diensten.

ART. 51.

a) Worden ambtshalve aangewezen tot de beheertroepen van den geneeskundigen dienst, en, in vredetijd, in

centre d'instruction qui leur est réservé, la formation de brancardier infirmier militaire :

1° Les ministres d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution ;

2° Ceux qui font partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays, à l'exclusion du personnel domestique salarié ;

3° Ceux qui se consacrent exclusivement et d'une façon continue aux travaux d'une œuvre de mission, à l'extérieur du pays, approuvée par les autorités attitrées d'un des cultes visés au 1° ci-dessus ;

4° Ceux qui se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et qui sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par le chef du culte intéressé.

b) Les officiers de marine, les élèves des écoles de navigation, les mécaniciens, chauffeurs et matelots spécialisés de la marine de l'État ou de la marine marchande, sont affectés aux unités chargées de la défense côtière ou fluviale ou des services analogues.

c) Sauf désir contraire, les miliciens mariés sont placés en garnison dans la ville ou en cas d'impossibilité à proximité de la ville où réside leur famille, à condition que cette localité comprenne une unité de l'arme à laquelle ils ont été reconnus aptes.

ART. 52.

En principe, les miliciens ne sont appelés que sur leur demande à concourir à la formation des cadres des

een hun voorbehouden opleidingscentrum tot militair brancardier-ziekenverpleger opgeleid :

1° De bedienaars van een der eerediensten bedoeld bij art. 117 der Grondwet ;

2° Zij, die deel uitmaken van een in 't land gevestigde geestelijke gemeente, ter uitzondering van het bezoldigd dienstpersoneel ;

3° Zij, die zich uitsluitend en voortdurend wijden aan de werkzaamheden van een buitenlandsch missiewerk, goedgekeurd door de aangestelde overheden van een der eerediensten bedoeld bij 1° van dit artikel ;

4° Zij, die zich tot den geestelijken staat of tot de zendingen bestemmen en in een door het hoofd van den belanghebbenden eeredienst erkende instelling studenten zijn in de godgeleerdheid.

b) De officieren van de marine, de leerlingen der zeevaartscholen, de geschoolde werktuigkundigen, stokers en matrozen van het zeewezen van den Staat of van de koopvaardijvloot worden aangewezen tot de eenheden belast met de kust- of stroomverdediging of dergelijke diensten.

c) De gehuwde miliciens worden, tenware zij het anders wenschen, in garnizoen geplaatst in de stad of, in geval van onmogelijkheid, in de nabijheid der stad waar hun gezin verblijft, op voorwaarde dat in deze plaats een eenheid ligge van het wapen, voor hetwelk zij geschikt bevonden zijn.

ART. 52.

De miliciens worden, in beginsel, enkel op hun aanvraag geroepen om mede te werken aan het vormen der

officiers de réserve. Toutefois, si le nombre des miliciens d'une classe qui sollicitent leur admission dans les écoles de sous-lieutenants de réserve est inférieur aux nécessités prévues par l'organisation de l'armée, le Ministre de la Défense Nationale peut désigner d'office pour les écoles de sous-lieutenants de réserve dans la limite des besoins, les jeunes gens réunissant certaines conditions d'études qu'il détermine.

kaders van de reserve-officiëren. Nochtans, indien het aantal miliciens eener klasse, die vragen om opgenomen te worden in de scholen voor reserve-onderluitenen, kleiner is dan de door de inrichting van het leger voorziene noodwendigheden, kan de Minister van Landsverdediging, ambtshalve en voor zooveel het noodig is, de jongelingen, die aan sommige door hem bepaalde studievereischen voldoen, voor de scholen voor reserve-onderluitenen aanwijzen.

CHAPITRE XII.

De l'exclusion.

ART. 53.

a) Sont exclus du service et mis à la disposition du Ministre de la Défense Nationale en cas de mobilisation totale ou partielle de l'armée :

1^o Celui qui a été condamné à l'interdiction du droit de servir dans l'armée ou à la dégradation militaire ou a été renvoyé de l'armée en vertu du règlement de discipline;

2^o Celui qui a été condamné à une peine criminelle;

3^o Celui qui a été condamné par un ou plusieurs jugements ou arrêts à une ou plusieurs peines non conditionnelles atteignant ensemble six mois d'emprisonnement du chef de vol, abus de confiance, escroqueries, attentats à la pudeur, viols, corruption de la jeunesse, prostitution ou outrages publics aux bonnes mœurs;

4^o Celui qui a été condamné par un ou plusieurs jugements ou arrêts à une ou plusieurs peines non conditionnelles

HOOFDSTUK XII.

Van de uitsluiting.

ART. 53.

a) Worden van den dienst uitgesloten en, in geval van geheele of gedeeltelijke legermobilisatie, ter beschikking gesteld van den Minister van Landsverdediging. :

1^o Wie veroordeeld werd tot de ontzetting van het recht om in het leger dienst te nemen of tot de militaire vervallenverklaring of krachtens de tuchtverordening uit het leger weggezonden werd;

2^o Wie tot eene lijfstraf verwezen werd;

3^o Wie bij eene of meer vonnissen of arresten tot een of meer onvoorwaardelijke straffen van gezamenlijk 6 maand gevangenisstraf veroordeeld werd wegens diefstal, misbruik van vertrouwen, aftruggelarij, aanslag op de eerbaarheid, verkrachting, verderf van de jeugd, prostitutie of publieke vergripen tegen de goede zeden;

4^o Wie bij een of meer vonnissen of arresten tot een of meer onvoorwaardelijke straffen van gezamenlijk twaalf

atteignant ensemble douze mois d'emprisonnement du chef de tous délits volontaires prévus par le Code pénal.

b) L'individu condamné à l'étranger pour un crime ou un délit punissable par les lois pénales belges tombe sous l'application du présent article après constatation par le tribunal correctionnel du domicile de l'intéressé, de la régularité et de la légalité de la condamnation.

c) Dès qu'il est mis à la disposition du Ministre de la Défense Nationale, l'exclu est soumis aux lois pénales militaires sauf qu'il n'est pas passible de la dégradation militaire.

Il est traité comme déserteur s'il ne se rend pas à l'endroit désigné, dans les trois jours après la date fixée.

d) Le Gouverneur constate sur le vu d'un extrait du casier judiciaire, que l'inscrit se trouve dans un des cas d'exclusion visés au présent article. Il en avise l'intéressé. Celui-ci peut adresser un recours au Ministre de la Justice dans les quinze jours de la dite notification.

CHAPITRE XIII.

Du Service militaire.

ART. 54.

a) Le terme de service actif des miliciens prend cours le jour de l'entrée sous les armes sans que cette date, sauf l'exception prévue à l'article 36, puisse être antérieure à celle fixée pour l'appel au service actif de la classe à laquelle ils appartiennent.

Il doit être accompli intégralement.

maand gevangenzitting veroordeeld werd wegens alle bij het Strafwetboek voorziene vrijwillige wanbedrijven.

b) Wie in den vreemde wegens een door de Belgische strafwetten strafbare misdaad of wanbedrijf veroordeeld werd, valt onder de toepassing van dit artikel, na vaststelling door de boetstraffelijke rechtbank, waar de betrokkene gedomicilieerd is, van de regelmatigheid en van de wettigheid der veroordeeling.

c) Zoodra hij ter beschikking van den Minister van Landsverdediging gesteld wordt, is de uitgeslotene beheerscht door de militaire strafwetten, met dit verschil dat hij niet aan de militaire vervallenverklaring onderworpen is.

Hij wordt als deserteur behandeld zoo hij, binnen de drie dagen na den bepaalden datum zich niet naar de aangeduide plaats begeeft;

d) Op zicht van een uittreksel uit het strafregister stelt de Gouverneur vast dat de ingeschrevene zich in een der bij dit artikel beoogde gevallen van uitsluiting bevindt. Hij geeft er kennis van aan belanghebbende. Binnen de vijftien dagen na bewuste kennisgeving kan deze bij den Minister van Justitie beroep instellen.

HOOFDSTUK XIII.

Van den militairen dienst.

ART. 54.

a) De werkelijke diensttermijn der miliciens gaat in op den dag van de indiensttreding, doch deze datum mag, behalve in de bij artikel 36 voorziene uitzondering, niet komen vóór dien bepaald voor de oproeping tot den werkelijken dienst der klasse, waartoe zij behooren.

Hij moet voluit gedaan worden.

b) Sauf en ce qui concerne les miliciens visés au litt. c ci-dessous, la durée du terme de service actif est fixée comme suit :

Huit mois pour les troupes du service de santé et du service d'intendance, le grand parc de campagne ainsi que les auxiliaires versés dans les armes;

Dix mois pour l'infanterie, les chasseurs-cyclistes, les autos-canon mitrailleurs de cavalerie, l'artillerie d'armée, à l'exception de l'artillerie anti-aérienne, les corps de transports automobiles;

Douze mois pour les chars de combat, l'artillerie anti-aérienne, le service de repérage d'artillerie, l'aéronautique, le génie, les troupes de transmission, les troupes de communication, les pontonniers, les projecteurs, le corps des torpilleurs et marins;

Treize mois pour la cavalerie, l'artillerie à cheval, l'artillerie montée, les corps de transports hippomobiles.

c) Les miliciens désignés pour les écoles de sous-lieutenants de réserve doivent accomplir les termes de service actif suivants :

Douze mois à l'infanterie, aux troupes d'administration;

Treize mois à la cavalerie, à l'artillerie, au génie et au corps des transports.

d) D'autre part, tout milicien désigné pour une école de sous-lieutenants de réserve, doit accomplir le terme de service actif imposé dans l'arme correspondant à cette école ainsi qu'il est spécifié au litt. c ci-dessus, quel que soit l'arme ou le service auquel il a été primitivement affecté.

b) Afgezien van wat de onder littera c hierboven bedoelde miliciens betreft, wordt de duur van den werkelijken diensttermijn bepaald als volgt :

Acht maanden voor de troepen van den geneeskundigen en van den intendantie-dienst, het groot veldpark en de bij de wapens ingedeelde hulpmansschappen.

Tien maanden voor de infanterie, de jagers-wielrijders, de mitrailleur- en kanonauto's der cavalerie, de leger-artillerie, ter uitzondering van de artillerie tegen luchtdoelen, de autovervoerkorpsen;

Twaalf maanden voor de strijdagens, de artillerie tegen luchtdoelen, de opnemingsdienst der artillerie, de luchtvaart, de genie, de overseiningstroepen, de verkeerstroepen, de pontonniers, het zoeklichtenkorps, het korps torpedisten en zeesoldaten;

Dertien maanden voor de cavalerie, de artillerie te paard, de bereden artillerie, de vervoerkorpsen met paarden.

c) De miliciens voor de scholen van reserve-onderluitenant hebben volgende werkelijke diensttermijnen te vervullen :

Twaalf maanden bij de infanterie, bij de administratie-troepen;

Dertien maanden bij de cavalerie, de artillerie, de genie en het vervoerkorps;

d) Aan den anderen kant moet elke milicien, die tot de scholen voor reserve-onderluitenanten aangewezen is, den werkelijken diensttermijn vervullen in het met de school in verband staande wapen, zooals nader bepaald onder littera c hierboven, om het even tot welk wapen of welken dienst hij oorspronkelijk werd aangewezen;

e) Les rappels sous les armes sont fixés comme suit :

1° Un rappel d'un mois pour toutes les armes et pour tous les services, pendant que les miliciens font partie de la première armée;

2° Un rappel d'un mois et trois rappels de six jours chacun, pour toutes les armes et pour tous les services pendant que les miliciens font partie de la deuxième armée;

3° Pour les troupes d'armée proprement dites (artillerie d'armée, troupes de transmission, troupes de communication, aéronautique, pontonniers, chars de combat, etc.) ainsi que pour les troupes du service de santé, du service d'intendance, du grand parc de campagne et pour les auxiliaires versés dans les corps de troupe, les miliciens sont soumis au cours des dix premières années à un certain nombre de rappels dont la durée totale ne dépasse pas celle des rappels fixés aux 1° et 2° ci-avant;

4° Les miliciens candidats officiers de réserve sont soumis à des rappels d'une durée totale de six mois;

5° Les miliciens illettrés, ainsi que ceux qui, bien qu'ayant été reconnus aptes au service des armes, ne satisfont pas à une épreuve d'aptitude physique, doivent accomplir deux mois de service actif en sus du terme fixé au litt. *b* ci-dessus. Ils sont appelés sous les armes deux mois avant la date fixée pour l'entrée de leur classe.

f) Seules les absences résultant de blessures reçues ou de maladies contractées du fait du service, comptent comme présence au corps.

e) De heroproepingen onder de wapens worden bepaald als volgt :

1° Eene heroproeping van één maand voor al de wapens en voor al de diensten, tijdens de miliciens deel uitmaken van het eerste leger;

2° Eene heroproeping van één maand en drie heroproeping van zes dagen elk voor al de wapens en voor al de diensten, tijdens de miliciens deel uitmaken van het tweede leger;

3° Voor de eigenlijke legertroepen (legerartillerie, overseiningstroepen, verkeerstroepen, luchtvaart, pontonniers, strijdagens, enz., mitsgaders voor de troepen van den geneeskundigen dienst, den intendantie-dienst, het groot veldpark en voor de bij de troepenkorpsen ingedeelde militairen zijn de miliciens, in den loop der tien eerste jaren, onderworpen aan een zeker aantal heroproeping, waarvan de algehele duur dien van de onder 1° en 2° hiervoren bepaalde heroproeping niet overtreft;

4° De miliciens-candidaat-reserve-officieren zijn aan heroproeping onderworpen van een gezamenlijken duur van zes maanden;

5° De ongeletterde miliciens alsmede dezen die, alhoewel zij voor den wapendienst geschikt werden bevonden, niet voldoen aan eene proef over lichamelijke geschiktheid, moeten twee maanden werkelijken dienst meer doen dan den onder littera *b* hierboven bepaalden termijn. Zij worden onder de wapens geroepen twee maanden vóór den datum, waarop hunne klasse in dienst treedt.

f) Alleen de afwezigheid wegens door den dienst zelf opgedane verwonding of ziekte telt als aanwezigheid in het korps.

ART. 55.

a) A l'expiration de leur terme de service actif, les hommes sont envoyés en congé illimité.

Toutefois, dans des circonstances spéciales, le Gouvernement peut suspendre ou modifier l'application de cette disposition; ou rappeler temporairement sous les armes, en tout ou en partie, tel nombre de classes qu'ils juge nécessaire. Dans ce dernier cas, la décision est immédiatement portée à la connaissance des Chambres.

b) En cas de mobilisation, le Ministre de la Défense Nationale ordonne le maintien dans leurs foyers, des miliciens appartenant au clergé, d'un culte reconnu, en qualité de curé desservant ou vicaire, de pasteur ou rabbin, à condition qu'ils appartiennent à l'armée territoriale et qu'ils soient signalés par le Ministre de la Justice, sur les propositions des autorités attitrées, comme étant indispensables au service du culte à l'intérieur du Royaume.

La proposition qui les concerne est renouvelée chaque année.

ART. 56.

a) Les hommes qui ont subi des peines disciplinaires de cachot ou de prison de même que ceux qui se sont rendus coupables d'absences illégales, sont maintenus sous les armes, à l'expiration de leur terme de service actif, dans les limites ci-après et jusqu'à concurrence de cent jours au maximum :

1° Deux jours de maintien sous les armes par jour de cachot ou de prison;

ART. 55.

a) Na afloop van hun werkelijken diensttermijn worden de manschappen met onbepaald verlof gezonden.

In speciale omstandigheden kan evenwel de Regeering de toepassing dezer bepaling schorsen of wijzigen; ofwel geheel of ten deele zulk aantal klassen, dat zij noodig acht, tijdelijk onder de wapens terugroepen. In dit laatste geval brengt zij haar besluit onmiddellijk ter kennis van de Kamers.

b) In geval van mobilisatie beveelt de Minister van Landsverdediging dat de miliciens, die als pastoor-bedienaar of kapelaan, dominee of rabbijn, tot de geestelijkheid van een erkende eeredienst behooren, in hun haardsteden behouden worden op voorwaarde dat zij van de landweer deel uitmaken en mits zij, op de voordracht der daartoe bevoegde overheden, door den Minister van Justitie opgegeven worden als onmisbaar voor den eeredienst binnen het Rijk.

Die voordracht wordt ieder jaar hernieuwd.

ART. 56.

a) De manschappen die tuchtstraffen in cachot of gevangenis opgelopen alsmede zij, die zich aan ongewettigde afwezigheid plichtig gemaakt hebben, worden, bij afloop van hun werkelijken diensttermijn, binnen de hierna bepaalde grenzen en dit tot een maximum van honderd dagen, onder de wapens gehouden :

1° Twee dagen voor elken dag cachot of gevangenis;

2° Quatre jours de maintien sous les armes par jour d'absence illégale.

b) Les hommes qui, en raison de leur inconduite, de mauvaise volonté ou de négligence notoire, n'ont pas, à l'expiration de leur terme de service actif, terminé leur instruction militaire, peuvent être maintenus sous les armes jusqu'à ce que cette instruction soit jugée satisfaisante, sans toutefois que la prolongation du service imposé de ce chef puisse dépasser cent jours.

c) La durée totale du maintien sous les armes provenant de l'application au même individu, des dispositions prévues aux litt. *a* et *b* du présent article ne peut être supérieure à cent cinquante jours.

ART. 57.

a) Indépendamment des congés d'urgence pour motifs graves, les miliciens de bonne conduite ont droit à un congé de faveur sans solde dont la durée ne peut dépasser la proportion d'un jour par mois de service actif imposé par la loi.

b) Les miliciens ne peuvent obtenir d'autres congés que pour des motifs exceptionnels à apprécier par l'autorité militaire.

En aucun cas, ces congés ne peuvent compter comme service actif.

ART. 58.

Les militaires de toutes catégories, qui se trouvent en congé illimité, sont soumis à des revues d'effectifs, dans les conditions déterminées par le Ministre de la Défense Nationale.

2° Vier dagen voor elken dag ongewettigde afwezigheid;

b) De mannen die wegens hun slecht gedrag, moedwil of algemeen bekende nalatigheid, bij afloop van hun werkelijken diensttermijn, hun krijgsondericht niet geëindigd hebben, kunnen onder de wapens gehouden worden tot dit onderricht voldoende geacht wordt, zonder dat de uit dien hoofde opgelegde dienstverlenging nochtans de 100 dagen te boven gaan moge.

c) Een zelfde man wordt, wegens de toepassing van de onder litteras *a* en *b* van dit artikel voorziene bepalingen, niet meer dan 150 dagen langer onder de wapens gehouden;

ART. 57.

a) Behalve de dringende verloven om gewichtige redenen, hebben de miliciens, die zich goed gedragen, recht op een gunstverlof zonder soldij, waarvan de duur de verhouding van één dag per maand door de wet opgelegden werkelijken dienst niet mag te boven gaan.

b) De miliciens kunnen geen andere verloven bekomen, tenzij om uitzonderingsredenen, door de militaire overheid te beoordeelen.

In geen geval kunnen deze verloven als werkelijke dienst aangerekend worden.

ART 58.

De met onbepaald verlof zijnde militairen van alle categorieën zijn onder de door de Minister van Landsverdediging bepaalde voorwaarden aan manschapmonsteringen onderworpen.

CHAPITRE XIV.

Des engagements et des rengagements volontaires.**Art. 59.**

Un arrêté royal détermine les conditions d'admission des engagés et rengagés volontaires et fixe les avantages, autres que ceux prévus par la présente loi, qui peuvent leur être accordés.

Art. 60.

Les engagements volontaires peuvent être contractés par tout Belge, à partir de l'âge de 16 ans.

Les jeunes gens, âgés moins de 20 ans, doivent justifier, au préalable du consentement de leur père ou de leur mère veuve, ou, s'ils sont orphelins, de leur tuteur. Ce dernier doit y être autorisé par délibération du conseil de famille.

Lorsque les parents se trouvent séparés judiciairement ou de fait, le Ministre de la Défense Nationale peut, si les circonstances le justifient, admettre comme suffisant le consentement de la mère, pour autant que celle-ci ait la garde de l'enfant.

Art. 61.

a) Les engagements prennent cours le jour de la signature de l'acte. Ils sont contractés pour un terme de service actif de quatre, trois ou deux ans, suivant que le volontaire est âgé de 16 à 17 ans, de 17 à 18 ans, de 18 ans et plus.

b) Un arrêté royal détermine les catégories spéciales de volontaires astreints à contracter un engagement

HOOFDSTUK XIV.

Van de vrijwillige dienstnemingen en diensthernemingen.**Art. 59.**

Een koninklijk besluit bepaalt de vereischten om als vrijwillige diensthernemer te kunnen toegelaten worden mitsgaders de voordeelen, andere dan de bij deze wet voorziene, welke hun kunnen toegestaan worden.

Art. 60.

Ieder Belg kan, zoodra hij zestien jaar oud is, eene vrijwillige dienstverbintenis aangaan. De jongelingen beneden de twintig jaar moeten vooraf bewijs leveren van toestemming vanwege hunnen vader of hunne moeder-weduwe, of, indien zij weezen zijn, vanwege hunnen voogd. Deze laatste moet er toe gemachtigd worden door beraadslaging van den familieraad.

Indien de ouders rechterlijk of feitelijk gescheiden zijn, kan de Minister van Landsverdediging, indien de omstandigheden zulks rechtvaardigen, de toestemming der moeder als voldoende aannemen, zoo het kind haar toevertrouwd is.

Art. 61.

a) De verbintenissen nemen aanvang op den dag van de onderteekening der akte. Zij worden aangegaan voor een werkelijken diensttermijn van vier, drie of twee jaar, naarvolgens de vrijwilliger 16 tot 17, 17 tot 18, 18 jaar oud is en meer;

b) Een koninklijk besluit bepaalt de speciale categorieën van vrijwilligers, die verplicht zijn eene verbintenis voor

pour un terme de service actif d'une durée supérieure, ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les volontaires pour être admis dans certaines unités spéciales.

ART. 62.

Des engagements peuvent être contractés :

1° Pour un seul terme de six mois suivant immédiatement le premier terme de service actif ;

2° Pour un terme de 1, 2, 3 ou 4 ans, par les volontaires et par les miliciens qui ont accompli leur terme de service actif, ainsi que par tout homme en congé illimité ou dégagé de ses obligations militaires.

ART. 63.

a) Les volontaires de bonne conduite ont droit annuellement à un congé avec solde de 15 jours au plus.

b) La durée du congé avec solde est portée à 30 jours annuellement pour les rengagés des catégories définies au 2° de l'article 62.

c) Les dispositions du litt. b de l'article 57 sont applicables aux engagés et rengagés volontaires.

ART. 64.

Indépendamment des obligations de service actif dérivant de leur engagement ou de leur rengagement, les volontaires suivent le sort de la classe incorporée dans l'année au cours de laquelle ils se sont enrôlés.

een langeren werkelijken diensttermijn aan te gaan alsmede de vereischten waaraan de vrijwilligers moeten voldoen om in sommige speciale eenheden toegelaten te worden.

ART. 62.

Er mogen verbintenissen aangegaan worden :

1° Voor een enkelen termijn van zes maand, welke onmiddellijk op den eersten werkelijken diensttermijn volgt ;

2° Voor een termijn van 1, 2, 3 of 4 jaar door de vrijwilligers en de miliciens, die hun werkelijken diensttermijn volbracht hebben, alsook door iederen man die met onbepaald verlof is, of aan zijne militaire verplichtingen voldaan heeft.

ART. 63.

a) De vrijwilligers van goed gedrag hebben jaarlijks recht op een verlof met soldij van vijftien dagen ten hoogste ;

b) De duur van het verlof met soldij wordt jaarlijks op dertig dagen gebracht voor de diensthernemers der onder 2° van artikel 62 bedoelde categorieën ;

c) De bepalingen van littera b) van artikel 57 zijn van toepassing op de vrijwillige dienstnemers en diensthernemers.

ART. 64.

Benevens de verplichtingen van werkelijken dienst, voortspruitende uit hunne dienstneming of dienstherneming, volgen de vrijwilligers het lot der klasse ingelijfd in het jaar, waarin zij dienst genomen hebben.

ART. 65.

En période de mobilisation, des engagements et des rengagements peuvent être contractés dans les conditions fixées par le Ministre de la Défense nationale pour le temps que l'armée sera maintenue sur pied de guerre, et sans que ces engagements dispensent les intéressés des obligations qui leur incomberaient éventuellement en matière de milice. En outre, les engagements et rengagements en cours sont prorogés de plein droit, jusqu'au jour fixé pour la démobilisation de l'armée.

ART. 66.

Les sous-officiers et caporaux (brigadiers) qui jouissent d'une pension de retraite, peuvent être maintenus pendant dix ans et au plus jusqu'à l'âge de 55 ans, à la disposition du Ministre de la Défense nationale.

CHAPITRE XV.

Dispositions générales.

ART. 67.

Dans les provinces d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre-Orientale, de la Flandre-Occidentale ainsi que dans les arrondissements de Louvain et de Bruxelles, nul ne peut être nommé membre d'une juridiction de milice, ni y être adjoint comme médecin au bureau de recrutement, s'il n'est en état de se servir de la langue française et de la langue flamande dans l'exercice de ses fonctions.

Dans les mêmes provinces et dans l'arrondissement de Louvain les communications aux miliciens et aux délé-

ART. 65.

In tijd van mobilisatie kunnen, naar de door den Minister van Landsverdediging gestelde vereischten, verbintenissen en nieuwe verbintenissen aangegaan worden, voor den duur dat het leger op oorlogsvoet gehouden wordt, doch bewuste verbintenissen ontslaan de belanghebbenden niet van de verplichtingen, welke eventueel inzake militie op hen wegen. Bovendien worden de lopende verbintenissen en nieuwe verbintenissen van rechtswege verlengd tot op den voor de demobilisatie van het leger vastgestellten dag.

ART. 66.

De onderofficieren en korporaa's (brigadiers), die een rustpensioen genieten, kunnen ter beschikking van den Minister van Landsverdediging gehouden worden gedurende tien jaar en ten hoogste tot op den ouderdom van 55 jaar.

HOOFDSTUK XV.

Algemeene bepalingen

ART. 67.

In de provinciën Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen, alsook in de arrondissementen Leuven en Brussel kan niemand tot lid eener militierechtsmacht benoemd, noch als geneeskundige aan het wervingsbureau toegevoegd worden, tenzij hij zich in de uitoefening van zijn ambt van de Vlaamsche en van de Fransche taal bedienen kan

In dezelfde provinciën en in het arrondissement Leuven worden de mededeelingen aan de miliciens, aan de

gués des communes se font en langue flamande, à moins que les intéressés ne réclament l'usage du français.

Dans l'arrondissement de Bruxelles, les mêmes communications sont faites en flamand ou en français suivant que les miliciens font usage de l'une ou de l'autre de ces deux langues.

Les avis et les communications écrites, que les autorités et les juridictions de milice adressent aux communes ou au public, sont régis par la loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.

ART. 68.

Le milicien et le volontaire acquièrent la qualité de militaire par le fait de leur entrée au service et de la lecture qui leur est donnée d'un résumé des lois militaires dont le texte est fixé par arrêté royal.

ART. 69.

Sauf dans des circonstances exceptionnelles, les militaires jouissent du temps nécessaire pour remplir leurs devoirs religieux aux jours prescrits par leur culte.

ART. 70.

Tant qu'ils ne se trouvent pas en congé illimité, les militaires ne peuvent contracter mariage sans l'autorisation du Ministre de la Défense Nationale.

ART. 71.

a) A partir de l'âge de 17 ans révolus, nul ne peut être marié ou obtenir

afgevaardigden der gemeenten in de Vlaamsche taal gedaan, tenzij de belanghebbenden vragen dat het Fransch gebruikt worde.

In het arrondissement Brussel worden dezelfde mededeelingen in het Vlaamsch of in het Fransch gedaan, naar gelang de miliciens van de eene of van de andere dezer twee talen gebruik maken.

De berichten en de geschreven mededeelingen, welke de overheden en de militierechtsmachten tot de gemeenten of tot het publiek richten, zijn beheerscht door de wet betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

ART. 68.

De milicien en de vrijwilliger verkrijgen de hoedanigheid van militair door het feit hunner indiensttreding en der lezing, welke hun gegeven wordt, van den inhoud der militaire wetten, waarvan de tekst bij K. B. bepaald wordt.

ART. 69.

Behalve in uitzonderingsgevallen, beschikken de militairen over den noodigen tijd om hunnegodsdienstplichten te vervullen op de door hun eeredienst voorgeschreven dagen.

ART. 70.

Zoolang zij niet met onbepaald verlof zijn kunnen de militairen geen huwelijk aangaan zonder de toelating van den Minister van Landsverdediging.

ART. 71.

a) Te rekenen van den vollen leeftijd van 19 jaar kan niemand tot het

une patente ou un passeport pour l'étranger s'il ne produit un certificat de milice attestant qu'il a satisfait aux prescriptions légales réglant ses obligations militaires.

b) Toutefois, les militaires en congé illimité, peuvent obtenir une patente en exhibant leur titre de congé et un passeport pour l'étranger en produisant l'autorisation du département de la Défense Nationale.

ART. 72.

a) Tout inscrit dans la réserve de recrutement qui quitte le territoire pour plus d'un mois est tenu d'en aviser le bourgmestre et le commandant du bureau de recrutement de la date de son départ et de celle de sa rentrée; il indique, en outre, le nom et l'adresse du répondant qu'il désigne, sous sa responsabilité, pour lui faire parvenir, le cas échéant, les communications lui destinées en matière de milice.

b) Celui qui est inscrit dans la réserve de recrutement alors qu'il habite l'étranger, reçoit les dites communications par la voie diplomatique.

ART. 73.

Nul ne peut être admis à un emploi de l'État de la province ou de la commune, qu'après avoir fourni la preuve qu'il a satisfait aux prescriptions légales réglant ses obligations militaires.

huwelijk toegelaten worden, een patent of een paspoort vor den vreemde bekomen, tenzij hij een militiebewijs overlegt, waaruit blijkt dat hij aan de wettelijke voorschriften, welke zijne militaire verplichtingen beheerschen, voldaan heeft.

b) De militairen met onbepaald verlof kunnen nochtans patent bekomen op verloon van hunnen verlofbrief en een paspoort voor den vreemde op overlegging van de vergunning van het departement van Landsverdediging.

ART. 72.

a) Hij, die in de wervingsreserve ingeschreven is en het grondgebied voor meer dan één maand verlaat, is er toe verplicht den burgemeester en den bevelhebber van het wervingsbureau van bericht te dienen over den datum van zijn vertrek en dezen van zijne terugkomst; hij moet bovendien den naam en het adres opgeven van den verantwoordelijken persoon, dien hij, onder zijne verantwoording, aanstelt om hem eventueel de terzake militie voor hem bestemde mededeelingen te doen geworden.

b) Wie in de wervingsreserve ingeschreven is en in den vreemde woont, ontvangt gezegde mededeelingen langs diplomatieken weg.

ART. 73.

Niemand kan toegelaten worden tot eene betrekking van den Staat, van de Provincie of van de Gemeente dan na bewezen te hebben dat hij voldaan heeft aan de wettelijke voorschriften, welke zijne militaire verplichtingen regelen.

ART. 74.

Dans tous les corps et services, la fréquentation des cours élémentaires par les soldats ne sachant ni lire ni écrire, est obligatoire et considérée comme faisant partie du service.

ART. 75.

Tous actes concernant la milice sont exempts des frais de timbre et d'enregistrement.

ART. 76.

Le Roi prend toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la loi. Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et le Ministre de la Défense Nationale déterminent, chacun en ce qui le concerne, les modèles de registres et imprimés, ainsi que la nature des documents à produire.

ART. 77.

a) Un arrêté royal détermine les mesures nécessaires pour assurer le rappel rapide et régulier des militaires en congé illimité.

b) Les militaires en congé illimité ne peuvent établir leur résidence à l'étranger qu'en se soumettant à certaines conditions déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

c) Les militaires qui contreviennent aux dispositions qui sont prises par application des littéra *a* et *b* ci-dessus, alors même qu'il n'y aurait pas infraction aux lois militaires, peuvent être punis par l'autorité militaire et être rappelés sous les armes pour un terme variant de un à trente jours.

ART. 74.

In al de korpsen en diensten is, voor de soldaten, die noch lezen noch schrijven kunnen, het bijwonen der elementaire leergangen verplichtend en beschouwd als deel uitmakende van den dienst.

ART. 75.

Al de akten betreffende de militie zijn vrij van zegel- en registratiekosten.

ART. 76.

De Koning treft al de noodige maatregelen ter uitvoering der wet.

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en de Minister van Landsverdediging bepalen, elk op zijn gebied, de modellen van registers en drukwerken, alsmede den aard der over te leggen stukken.

ART. 77.

a) Een Koninklijk besluit bepaalt de noodige maatregelen om de snelle en regelmatige heroproeping der militairen met onbepaald verlof te verzekeren.

b) De militairen met onbepaald verlof mogen hun verblijf niet in den vreemde vestigen, tenzij zij zich aan sommige door den Minister van Landsverdediging vastgestelde vereischten onderwerpen.

c) De militairen, die de bepalingen ter toepassing van bovenstaande littéra's *a* en *b* overtreden, zelfs zonder inbreuk te maken op de militaire wetten, kunnen door de militaire overheid gestraft en terug in dienst geroepen worden voor een termijn van één dag tot één maand.

CHAPITRE XVI.

Dispositions pénales.

ART. 78.

Sont déclarés réfractaires :

a) Les Belges qui ne sont pas inscrits dans la réserve de recrutement au 31 décembre de l'année où ils ont 19 ans.

b) Ceux qui, ayant acquis la nationalité belge après avoir atteint l'âge de 19 ans, n'ont pas été inscrits dans la réserve de recrutement conformément à l'article 7.

c) Les miliciens qui, dûment convoqués devant le bureau de recrutement, ne comparaissent pas à l'exception de ceux qui ont demandé à devancer l'appel de leur classe et dont la non-comparution constitue une renonciation à la faveur sollicitée.

ART. 79.

a) Le Gouverneur constate l'obligation de l'inscription dans la réserve de recrutement. Il fait connaître à l'intéressé qu'il a été porté au registre des réfractaires.

b) Le Gouverneur agit de même à l'égard des inscrits qui lui sont signalés par le commandant du bureau de recrutement, comme s'étant soustraits à l'examen physique visé au Chapitre VIII,

c) A partir de cette notification, le milicien, son père ou sa mère ou son tuteur peuvent s'adresser au Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène qui, s'il accueille le recours, ordonne la radiation de l'intéressé du registre des réfrac-

HOOFDSTUK XVI.

Strafbepalingen.

ART. 78.

Worden weerspannig verklaard :

a) De Belgen die niet in de wervingsreserve ingeschreven zijn op 31 December van het jaar, waarin zij 19 jaar oud zijn.

b) Zij, die de Belgische nationaliteit verworven hebben na den leeftijd van 19 jaar en in de wervingsreserve niet ingeschreven werden, overeenkomstig artikel 7.

c) De miliciens, die behoorlijk vóór het wervingsbureau opgeroepen zijn, doch niet verschijnen, ter uitzondering van dezen die gevraagd hebben om vóór hun klasse opgeroepen te worden en wier niet verschijnen verzaking van de gevraagde gunst beteekent.

ART. 79.

a) De Gouverneur stelt de verplichting vast der inschrijving in de wervingsreserve. Hij laat den betrokkene weten dat hij op het register der weerspannigen werd gebracht.

b) De Gouverneur gaat op dezelfde wijze te werk ten opzichte van de ingeschrevenen, die hem door den bevelhebber van het wervingsbureau zijn aangegeven als hebbende het in het achtste hoofdstuk bedoeld lichaamsonderzoek ontdoken.

c) Te rekenen dezer notificatie, kunnen de miliciens, diens vader, diens moeder of diens voogd, zich richten tot den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid die, indien hij het beroep inwilligt, tot de schrapping van

taires. L'appelé est ensuite traité comme le milicien de la levée en cours.

d) Lorsque le recours est rejeté, l'intéressé est déféré au bureau de recrutement, au besoin par voie de contrainte. S'il est déclaré apte au service, il est incorporé avec la classe à laquelle il se rattache ou, si cette dernière est déjà sous les armes, avec la première classe appelée après la décision intervenue. Il ne peut être envoyé en congé illimité qu'après avoir accompli trois ans de service actif;

e) S'il est reconnu inapte, l'intéressé est exempté ou ajourné conformément aux dispositions de l'article 29. En cas de désignation pour le service succédant l'ajournement, il est incorporé et traité comme il est stipulé à l'alinéa précédent.

f) Les réfractaires ne peuvent être recherchés ni être maintenus au-delà de l'âge de 45 ans. S'ils doivent atteindre cet âge avant d'avoir accompli six mois de service actif, ils ne sont pas appelés sous les armes.

ART. 80.

Sont punis d'une amende de 50 à 400 francs :

a) Celui qui, dans une séance consacrée aux opérations de recrutement, provoquant le trouble ou y participant, a résisté à un ordre d'expulsion donné par le président ou par le commandant du bureau de recrutement.

b) Le médecin qui, sans motifs admis par les juridictions de milice, a manqué

betrokkene van het register der wederspanningen beveelt. Vervolgens wordt de opgeroepene als milicien der loopende lichting behandeld.

d) Is het beroep verworpen, dan wordt de betrokkene desnoods door den sterken arm voor het wervingsbureau gebracht. Wordt hij geschikt voor den dienst verklaard, dan heeft zijn inlijving plaats met de klasse, waartoe hij behoort of is deze laatste reeds onder de wapens, met de eerste klasse, welke na het genomen besluit opgeroepen wordt. Hij kan eerst met onbepaald verlof worden gezonden na drie jaar werkelijken dienst.

e) Is hij ongeschikt voor den dienst bevonden, dan wordt de betrokkene vrijgesteld of verlaagd overeenkomstig de bepalingen van artikel 29. Ingeval van aanwijzing tot den op de verdlaging volgende dienst, wordt hij ingelijfd en behandeld zooals in voorgaand alinea opgegeven.

f) De wederspanningen mogen niet opgezocht nog in dienst gehouden worden na den ouderdom van 45 jaar. Indien zij dezen ouderdom mochten volbrengen vooraleer zij zes maand werkelijken dienst kunnen afleggen, worden zij niet onder de wapens geroepen.

ART. 80.

Worden gestraft met een boete van 50 tot 400 frank :

a) Hij, die in een aan de wervingsverrichting gewijde zitting, beroering verwekkend of eraan deelnemend, weerslaan heeft aan een uitschrijvingsbevel, uitgaande van den voorzitter of van den bevelhebber van het wervingsbureau.

b) De geneeskundige die, zonder een door de militierechtsmachten ingewil-

à une ou plusieurs séances de ces juridictions, s'y est rendu tardivement ou à refusé de visiter à domicile, les individus qui lui auraient été désignés.

c) Celui qui, dans le but de se soustraire à l'obligation éventuelle de faire partie des cadres de réserve, a fait des déclarations fausses ou s'est refusé à fournir les renseignements ou documents justificatifs.

d) L'employeur qui a refusé de fournir aux autorités compétentes les renseignements réclamés en ce qui concerne le salaire d'un milicien qui sollicite un sursis comme soutien de famille ou qui a fourni des renseignements erronés.

e) Celui qui, dûment commis à cette fin, aura fourni des renseignements inexacts quant à la composition de la famille d'un milicien qui sollicite un sursis comme soutien de ses parents.

L'infraction est constatée par le procès-verbal du bourgmestre, du président ou du commandant du bureau de recrutement suivant le cas.

ART. 81.

Sont punis d'un emprisonnement de 8 jours à 2 ans :

a) Celui qui a subi les examens d'aptitude physique en prenant ou en se laissant attribuer le nom d'un tiers, dans le but de lui procurer l'exemption ou de le faire désigner pour le service.

b) Celui qui a employé des moyens propres à faire naître ou à développer des maladies ou infirmités dans le but de se faire exempter du service ou qui s'est mutilé ou laissé mutiler dans ce but.

ligde reden, op eene of meer zittingen dezer rechtsmachten afwezig is geweest, te laat kwam of geweigerd heeft de hem aangeduide personen ten huize te bezoeken.

c) Hij die, met het doel zich te onttrekken aan de gebeurlijke verplichting van deel uit te maken van de reservekaders, valsche verklaringen afgelegd of geweigerd heeft de bewijsvoerende inlichtingen of stukken te leveren.

d) De werkgever, die aan de bevoegde overheden de inlichtingen weigert aangaande het loon van een milicien, die als kostwinner om een uitstel verzocht, of die valsche inlichtingen verstrekt.

e) Hij, die daartoe behoorlijk aangesteld, onjuiste inlichtingen verstrekt aangaande de samenstelling der familie van een milicien, die als kostwinner zijner ouders om een uitstel verzocht.

Het misdrijf wordt vastgesteld door het proces-verbaal van den burgemeester van den voorzitter of van den bevelhebber van het wervingsbureau, volgens het geval.

ART. 81.

Worden gestraft met een gevangenzetting van 8 dagen tot 2 jaar :

a) Wie bij het door de wet bevolen onderzoek overde lichamelijke geschiktheid, zich uitgeeft of laat doorgaan voor een derde, om dezen te doen vrijstellen of hem tot den dienst te doen aanwijzen.

b) Wie middelen heeft aangewend om ziekten of lichamelijke gebreken te doen ontstaan of te doen toenemen, om vrijstelling van den dienst te bekomen, of zich met dit doel heeft verminkt of laten verminken.

ART. 82.

Sont punis d'une amende de 300 à 800 francs, les officiers de l'état civil qui ont procédé aux publications de mariage sans faire produire le certificat dont il est question à l'article 71, litt. a.

ART. 83.

Les dispositions du Livre I du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 84.

Sont traités comme déserteurs :

a) Celui qui, désigné pour le service, n'a pas rejoint son corps ou service, en temps de paix dans les quinze jours, en temps de guerre dans les trois jours après la date fixée.

b) L'inscrit dans la réserve de recrutement qui, appelé au service actif en vertu de l'article 3, littéra c, ne se sera pas rendu à l'endroit qui lui aura été désigné dans les trois jours, après la date fixée.

ART. 85.

Les lois antérieures sur la milice sont abrogées.

CHAPITRE XVII.**Dispositions transitoires.****ART. 86.**

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène prescrira les mesures nécessaires pour assurer en temps utile le recensement des jeunes gens nés en 1904, 1905

ART. 82.

Worden gestraft met een boete van 300 tot 800 frank, de ambtenaars van den burgerlijken stand, die overgegaan zijn tot huwelijksafkondigingen, zonder het bij artikel 71 bedoeld getuigschrift te doen overleggen.

ART. 83.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek zijn toepasselijk op de bij deze wet voorziene misdrijven.

ART. 84.

Worden behandeld als deserteurs :

a) Hij, die aangewezen tot den dienst, zich niet bij zijn korps of dienst voegde heeft binnen de vijftien dagen in vredetijd, binnen de drie dagen in oorlogstijd, na den vastgestelden datum.

b) De in de wervingsreserve ingeschrevene, die, krachtens artikel 3, littera c, tot den werkelijken dienst opgeroepen, zich binnen de drie dagen na den vastgestelden datum, niet heeft begeven naar de hem aangewezen plaats.

ART. 85.

De vroegere wetten op de militie zijn opgeheven.

HOOFDSTUK XVII.**Overgangsbepalingen.****ART. 86.**

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid zal de noodige maatregelen treffen, opdat de telling der in 1904, 1905 en 1906 geboren

et 1906 en vue de leur inscription dans la réserve de recrutement en 1923.

ART. 87.

Les obligations militaires définies à l'article 2 de la présente loi, sont imposées à partir de la classe de 1909.

ART. 88.

Sont exemptés :

a) Celui dont le père ou deux frères ont été tués par l'ennemi, sont décédés des suites de blessures reçues à l'ennemi ou de maladies ou infirmités contractées par le fait du service, pendant la campagne 1914-1918, ont été portés disparus au cours de cette campagne, ont sacrifié leur vie pour la Patrie pendant l'occupation allemande ou ont été licenciés comme invalides de guerre si l'invalidité est de 70 %, au moins.

Toutefois, une exemption n'est accordée que si aucun frère du milicien n'en a déjà bénéficié.

b) L'ajourné qui, tombant sous l'application des litt. a, b, c et d de l'article 16 des lois de milice coordonnées en 1913, a été désigné conditionnellement pour le service comme milicien de la levée spéciale de 1919 puis replacé dans la position d'ajourné en vertu de l'article 3 de la loi du 30 décembre 1919.

Toutefois, en cas de mobilisation, il est appelé au service et employé à des offices humanitaires utiles à l'armée;

c) L'ajourné qui, en tant que milicien de la levée spéciale de 1919, a obtenu l'exemption provisoire par appli-

jongelingen te bekwaamer tijd gedaan worde met het oog op hunne inschrijving in de wervingsreserve in 1923.

ART. 87.

De bij artikel 2 dezer wet omschreven militaire verplichtingen worden opgelegd, te rekenen van de klasse van 1909.

ART. 88.

Zijn vrijgesteld :

a) Hij, wiens vader of twee broeders door den vijand gedood werden, overleden zijn aan de gevolgen van vóór den vijand opgedane verwondingen, van door den dienst zelf bekomen ziekten of gebrekkigheden tijdens den veldtocht 1914-1918, als tijdens dezen veldtocht verdwenen aangeteekend staan, hun leven tijdens de Duitsche bezetting hebben opgeofferd voor het Vaderland, of als oorlogsinvaliden werden afgedankt, indien de invaliditeit minstens 70 t. h. bedraagt.

Vrijstelling wordt evenwel maar verleend, wanneer geen enkel broeder van den milicien deze reeds bekomen heeft.

b) De verdaagde, die onder de toepassing der littera's a, b, c en d van artikel 16 der in 1913 samengeschakelde militiewetten valt, voorwaardelijk tot den dienst aangewezen werd als milicien der speciale lichting van 1919, en daarna, op grond van artikel 3 der wet van 30 December 1919 terug in den stand van verdaagde gesteld werd.

In geval van mobilisatie wordt hij evenwel in dienst geroepen en tot menschlievende, het leger tot nut strekkende werkzaamheden aangewend.

c) De verdaagde, die als milicien der speciale lichting van 1919, krachtens artikel 16 littera's e, f, g en l der

cation de l'article 16, litt. *e*, *f*, *g* et *l* des lois coordonnées en 1913.

d) L'ajourné qui a été exempté pour cause physique en 1919, 1920 et 1922.

Les miliciens visés aux littéras *b*, *c* et *d* ci-dessus, sont exemptés par le seul effet de la loi.

En cas de mobilisation, les exemptés en vertu des litt. *e* et *f* sont appelés au service et employés à la défense des fleuves et des côtes.

c) Tombe sous l'application des litt. *b* et *c* du présent article celui qui, appartenant originairement à la levée spéciale de 1919 ayant droit à une des exemptions prévues aux dits littéras a été désigné pour le service et renvoyé ultérieurement en congé illimité par décision du Ministre de la Défense nationale, en application de l'article 4 avant-dernier alinéa de la loi du 15 novembre 1919 ou de l'article 3 de la loi du 3 août 1921.

S'il est désigné pour le service, compte lui est tenu du temps qu'il a passé déjà sous les drapeaux.

Art. 89.

Les obligations des jeunes gens qui ont été fait prisonniers par l'ennemi en cherchant à passer la frontière pour prendre du service dans l'armée ou pour renseignements aux armées belges ou alliées sont réglées comme suit :

a) Celui qui a subi une détention de dix mois au moins est dispensé d'accomplir son terme de service actif comme milicien.

b) Celui qui a subi une détention de moins de dix mois bénéficie d'une ré-

in 1913 samengeschakelde wetten, voorloopig vrijgesteld werd.

d) De verdaagde, die om lichamelijke redenen in 1919, 1920 en 1922 vrijgesteld werd.

De onder hierbovenstaande littera's *b*, *c*, en *d*, bedoelde miliciens worden uit kracht der wet zelf vrijgesteld.

Ingeval van mobilisatie worden de krachtens littera's *c* en *f* vrijgestellten in dienst geroepen en aangewend tot de verdediging van de stroomen en van de kusten.

e) Valt onder de toepassing van littera's *b* en *c* van dit artikel, degene, die oorspronkelijk tot de speciale lichte van 1919 behoort, op eene der onder gezegde littera's voorziene vrijstelling recht heeft, tot den dienst aangewezen en later met onbepaald verlof werd gezonden bij beslissing van den Minister van Landsverdediging in toepassing van artikel 4, voorlaatste lid, der wet van 15 November 1919 of van artikel 3 der wet van 3 Augustus 1921.

Indien hij tot den dienst wordt aangewezen, wordt hem rekening gehouden met den tijd dien hij reeds onder de wapens heeft doorgebracht.

Art. 89.

De verplichtingen der jongelingen, die door den vijand gevangen genomen werden, wanneer zij de grens zochten over te steken om dienst te nemen in het leger of inlichtingen te brengen aan de Belgische of geallieerde legers, worden geregeld als volgt :

a) Wie eene gevangenzetting van minstens tien maand ondergaan heeft wordt van zijn werkelijken diensttermijn als milicien ontslagen.

b) Wie eene gevangenzetting van min dan tien maand ondergaan heeft,

duction du terme de service équivalent à la durée de sa détention, sans que sa présence sous les armes puisse, en tout cas, être inférieure à quatre mois.

c) L'appelé qui a fait partie, dans le territoire occupé d'un service de renseignements reconnu par le Gouvernement belge ou l'un des Gouvernements alliés, peut obtenir conformément à l'arrêté royal du 15 août 1920, sans préjudice des dispositions des litt. *a* et *b* ci-dessus, une réduction du service actif équivalent à la moitié du temps pendant lequel il a effectivement appartenu aux dits services de renseignements. En aucun cas, la présence sous les armes ne peut être inférieure à quatre mois. Les miliciens visés aux litt. *b* et *c* sont versés dans les troupes à pied.

ART. 90.

Les miliciens des levées de 1920, 1921 et 1922 qui, ayant droit à une exemption provisoire par application de l'article 16 modifié par l'article 1^{er}, § 6, chapitre III de la loi du 5 août 1921, ont été désignés pour le service et renvoyés dans leurs foyers par décision du Ministre de la Défense Nationale en vertu de l'article 3 de ladite loi, sont considérés comme sursitaires et traités comme il est dit au chapitre V.

En cas de non renouvellement de sursis, compte leur est tenu du temps déjà passé sous les drapeaux.

ART. 91.

Les ajournés des levées de 1920, 1921 et 1922 peuvent bénéficier des

bekomt eene vermindering van dienst-tijd gelijk aan den duur zijner gevangenzetting, zonder dat zijne tegenwoordigheid onder de wapens in elk geval min dan vier maand mag bedragen.

c) De opgeroepene, die in het bezette gebied deel heeft uitgemaakt van een door de Belgische Regeering of een door de geallieerde Regeeringen erkenden inlichtingsdienst kan, overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 Augustus 1920, onder voorbehoud der bepalingen van voormelde littera's *a* en *b*, eene vermindering van werkelijken dienst bekomen, gelijk aan de helft den tijd gedurende denwelken hij wezenlijk van gezegde inlichtingsdiensten deel heeft uitgemaakt. In geen geval mag de tegenwoordigheid onder de wapens min dan vier maand bedragen. De onder littera's *b* en *c* bedoelde miliciens worden bij het voetvolk ingedeeld.

ART. 90.

De miliciens der lichtingen 1920, 1921 en 1922, die krachtens het door art. 1 § VI, derde hoofdstuk gewijzigd art. 16 der wet van 5 Augustus 1921, recht hebben op een voorloopige vrijstelling, tot den dienst aangewezen en bij besluit van den Minister van Landsverdediging, krachtens artikel 3 van gezegde wet, naar hunne haardsteden terug gezonden werden, worden als uitgestelden aangezien en behandeld naar luid van het vijfde hoofdstuk.

Wordt het uitstel niet hernieuwd dan wordt hun den tijd afgeteld, dien zij reeds onder de wapens doorgebracht hebben.

ART. 91.

Op de verdaagden der lichtingen van 1920, 1921 en 1922 kunnen de bepa-

dispositions prévues aux articles 10, 11, 12 et 14 de la présente loi.

ART. 92.

Les conseils de milice sont compétents pour statuer sur les demandes d'exemption, de dispense totale ou partielle de service et de sursis prévus au présent chapitre.

ART. 93.

L'article 79 est applicable à celui qui est réputé réfractaire lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Toutefois, on se conforme à la procédure ci-après en ce qui concerne les individus présumés en infraction au regard des arrêtés-lois réglant le recrutement pendant la campagne 1914-1918.

1° Le Conseil de milice apprécie si, en raison de leur âge, de leur état civil, de leur nationalité et de leur résidence au 21 juillet 1916, les intéressés avaient des obligations effectives de service, dérivant des dits arrêtés-lois.

Dans la négative et si les jeunes gens en cause ont été portés à tort sur le registre des récalcitrants, le Conseil de milice propose leur radiation au Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

2° Si l'obligation de servir effectivement pendant la campagne 1914-1918 est constatée, le Conseil examine d'abord la valeur des motifs invoqués par les délinquants pour justifier leur comparution tardive.

Selon que la décision est favorable ou défavorable, les intéressés sont traités comme les miliciens ordinaires sou-

lingen, voorzien onder artikelen 10, 11, 12 en 14 dezer wet toegepast worden.

ART. 92.

De militieraden zijn er toebevoegd uitspraak te doen over de bij dit hoofdstuk voorziene aanvragen om vrijstelling, algeheele of gedeeltelijke dienstonthefing en uitstel.

ART. 93.

Artikel 79 kan toegepast worden op dengene, die als wederspannige geacht is op den oogenblik dat deze wet van kracht wordt.

Voor wie verdacht zijn van inbreuk tegenover de besluit-wetten op de werwing gedurende den veldtocht 1914-1918, dient de hiernavolgende procedure nageleefd.

1° De militieraad oordeelt of de betrokkenen, wegens hun leeftijd, hunnen burgerlijken stand, hunne nationaliteit en hun verblijf op 21 Juli 1916, wezenlijk dienstplichtig waren krachtens gezegde besluit wetten.

Zoo neen, en indien de betrokken jongelingen ten onrechte op het register der dienstweigeraars ingeschreven werden, stelt de militieraad hunne schraping voor aan den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

2° Indien zij wezenlijk dienstplichtig waren gedurende den veldtocht 1914-1918 stelt de raad eerst een onderzoek in omtrent de gegrondheid der redens, welke de overtreders aanvoeren om hunne late verschijning te rechtvaardigen.

Naar volgens het besluit gunstig of ongunstig luidt, worden de betrokkenen behandeld gelijk de gewone door deze

mis à la présente loi ou incorporés pour un terme de milice comme réfractaires et astreints à un service actif de trois années, à moins d'être exemptés pour inaptitude physique.

3° Dans tous les cas, les juridictions de milice, sans apprécier le degré de gravité de l'infraction, défèrent au parquet militaire, les individus visés au 2° ci-dessus et auxquels les pénalités combinées par les arrêtés-lois des 5 janvier, 20 mai et 21 juillet 1916 restent applicables.

Donné à Bruxelles, le 15 novembre 1922.

wet beheerschte miliciens of voor een militietermijn als dienstweigeraars ingelijfd en verplicht tot een werkelijken dienst van drie jaar, tenzij zij om reden van lichamelijke ongeschiktheid vrijgesteld worden.

3° In elk geval en zonder te oordeelen over de gewichtigheid der overtreding, leveren de militierechtsmachten de onder 2° bedoelde mannen, op dewelken de bij de besluit-wetten van 5 Januari, 20 Mei en 21 Juli 1916 gestelde strafbepalingen van toepassing blijven, aan het krijgsparket over.

Gegeven te Brussel, den 15 November 1922.

ALBERT.

PAR LE ROI

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

PAUL BERRYER.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

ALBERT DEVÈZE.